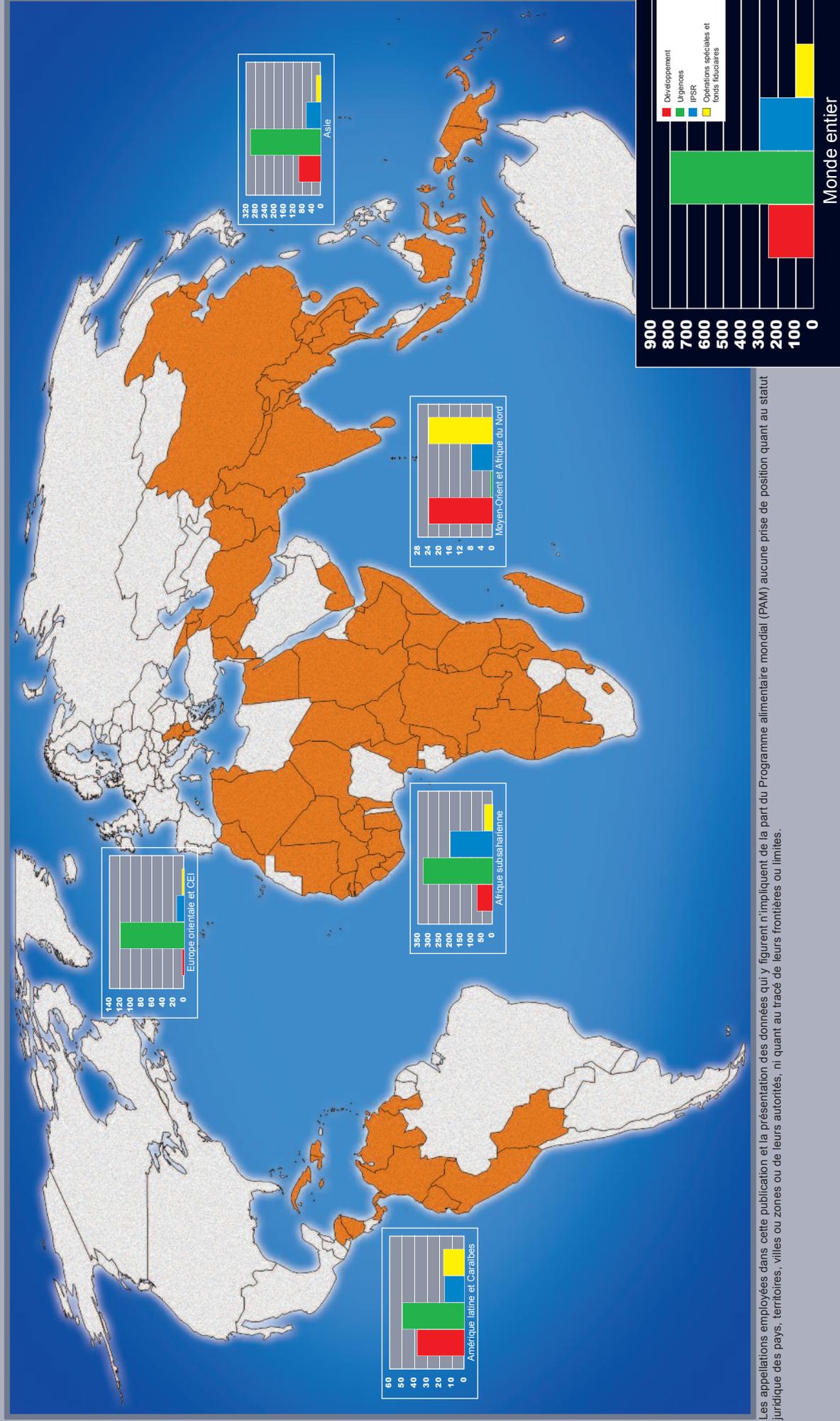


Programme
alimentaire mondial Rapport annuel 1999

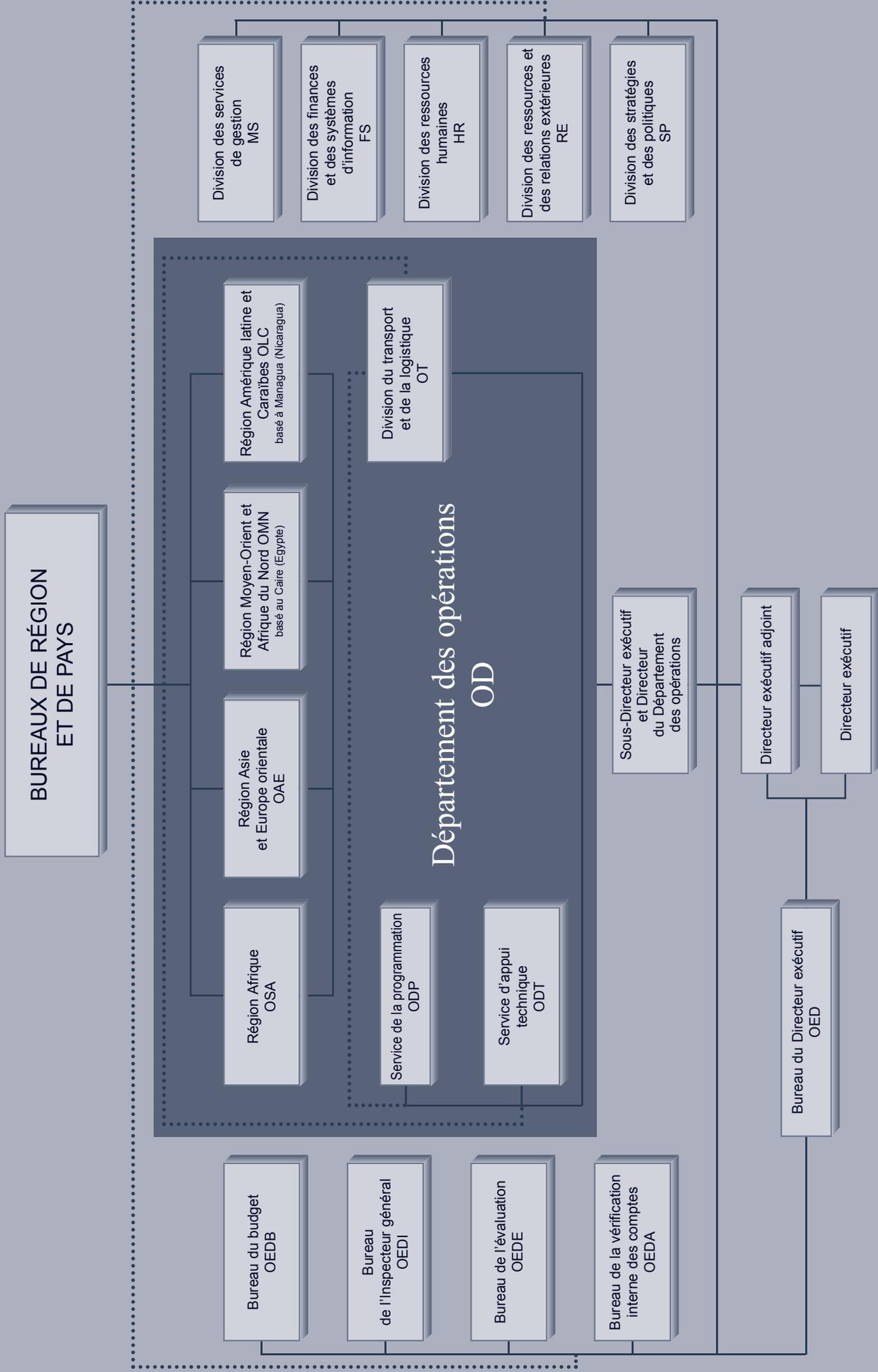


VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROGRAMME, EN 1999 (en millions de dollars)



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ORGANIGRAMME DU PAM





Programme alimentaire mondial Rapport annuel 1999



Table des matières

Avant-propos	1
Préface	2
In memoriam	4
Section I: Regard sur l'année 1999	5
89 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES	5
<i>Le PAM en chiffres — 1999</i>	<i>7</i>
<i>La tragédie humanitaire en Angola</i>	<i>8</i>
<i>Enseignements tirés de la crise au Kosovo</i>	<i>9</i>
<i>Un avion affrété par le PAM s'écrase: l'accident fait 24 morts.....</i>	<i>9</i>
DES INTERVENTIONS NOVATRICES	10
SECOURS HUMANITAIRES ET SECOURS EN CAS D'URGENCE	11
Examen de l'assistance du PAM aux personnes déplacées dans leur propre pays (PDI)	11
Atténuation des effets des catastrophes	12
Examen de l'assistance fournie par le PAM dans des situations d'urgence complexes.....	13
<i>Renforcement de la capacité d'intervention du PAM en cas d'urgence.....</i>	<i>13</i>
Section II: Les réalisations de 1999	14
POLITIQUES ET COORDINATION	14
Structures et mécanismes	14
Décentraliser la prise de décisions	14
Financement et ressources.....	15
Aperçu général	15
<i>Mobilisation de ressources sur l'Internet.....</i>	<i>16</i>
Mobilisation des ressources	17
<i>Les courants mondiaux d'aide alimentaire en 1999.....</i>	<i>17</i>

Stratégie de mobilisation des ressources	18
Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP)	18
Coordination avec les Nations Unies.....	18
Système des coordonateurs résidents	18
Etablissement de partenariats avec d'autres institutions des Nations Unies.....	19
<i>Des efforts conjugués.....</i>	<i>19</i>
Renforcer la collaboration avec les ONG	20
Intégration des questions de parité hommes-femmes	20
Equilibre entre les sexes	22
<i>Bulletin sur l'égalité hommes-femmes.....</i>	<i>22</i>
Renforcement des capacités	23
Formation du personnel	23
Faire participer les communautés locales	24
Rationalisation des capacités institutionnelles	26
Bureau de l'Inspecteur général	26
Bureau de la vérification interne des comptes	26
Renforcement des communications	26
WFPgo.....	27
Renforcement du ciblage — Analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV).....	27
Suivi et évaluation	29
<i>Les systèmes locaux de données en Afghanistan</i>	<i>29</i>
SUIVI DES CONFÉRENCES INTERNATIONALES	30
Quatrième Conférence mondiale sur les femmes: de Beijing à Beijing +5.....	30
Sommet mondial sur le développement social: Copenhague +5.....	30
Progrès accomplis en matière d'Education pour tous: Jomtien +10	31
Suivi du Sommet mondial de l'alimentation.....	31
<i>Favoriser le développement</i>	<i>32</i>
<i>Le PAM et l'environnement</i>	<i>33</i>
Annexes.....	35

Sigles utilisés dans le présent document:

AAP	Administration et appui aux programmes (PAM)	FIDA	Fonds international de développement agricole	PMA	Pays les moins avancés
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité (PAM)	FITTEST	Equipe d'intervention rapide et d'appui pour l'informatique et les télécommunications	PNB	Produit national brut
CAA	Convention relative à l'aide alimentaire	FMIP	Programme d'amélioration de la gestion financière (PAM)	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CAC	Comité administratif de coordination	FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	SAP	Systèmes, applications et produits (PAM)
CAD	Coûts d'appui directs (PAM)	HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	SGF	Système de gestion financière
CAI	Coûts d'appui indirects (PAM)	IASC	Comité permanent interinstitutions (Nations Unies)	SICIVA	Système d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité
CCQPO	Comité consultatif sur les questions relatives aux programmes et aux opérations	IDA	Association internationale de développement	SID	Société internationale pour le développement
CDF	Cadre de développement intégré (Banque mondiale)	IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement	SIMSS	Système stratégique d'appui à la gestion intégrée (PAM)
CEI	Communauté des Etats indépendants	MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo	SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO
CII	Compte d'intervention immédiate de la RAIU (PAM)	OASIS	Systèmes opérationnels et stratégiques intégrés	SSP	Schéma de stratégie de pays (PAM)
COMPAS	Système de suivi des produits (PAM)	OEDA	Bureau de la vérification interne des comptes (PAM)	TIEM/TTEM	Transport intérieur/terrestre, entreposage et manutention (PAM)
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)	OEDI	Bureau de l'Inspecteur général (PAM)	UNDG	Groupe des Nations Unies pour le développement
DFMS	Système d'acheminement du courrier jusqu'aux localités reculées (PAM)	OIT	Organisation internationale du travail	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
DOMP	Département des Opérations de maintien de la paix (Nations Unies)	OMI	Organisation météorologique internationale	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ECHA	Comité exécutif pour les affaires humanitaires (Nations Unies)	OMS	Organisation mondiale de la santé	UNSECOORD	Bureau du coordonateur des Nations Unies pour la sécurité
ETNET	Réseau renforcé de télécommunications	PDI	Personnes déplacées dans leur propre pays	WFPgo	<i>World Food Programme global office</i> (Réseau interne du PAM)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier		

Notes de caractère général

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Un milliard équivaut à 1 000 millions.

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) sont tous ceux qui accusent un déficit vivrier (à savoir qui sont importateurs nets de céréales) et dont le produit national brut (PNB) par habitant ne dépasse pas le niveau retenu par la Banque mondiale comme ouvrant droit à l'aide de l'Association internationale de développement (IDA) (1 505 dollars en 1997). En 1999, la FAO a classé 82 pays dans la catégorie des PFRDV.

Les pays les moins avancés (PMA) ont été définis par l'Assemblée générale des Nations Unies comme étant "les pays à faible revenu qui souffrent de handicaps durables du point de vue de la croissance, et notamment de niveaux faibles de mise en valeur des ressources humaines et/ou de faiblesses structurelles graves". En 1999, 48 pays ont été classés dans cette catégorie par l'Assemblée générale.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Programme alimentaire mondial (PAM), aucune prise de position ni quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

A une époque où de vastes régions du monde connaissent une prospérité sans précédent, le nombre de personnes dont les besoins nutritionnels de base ne sont pas satisfaits demeure alarmant. Des millions d'êtres humains souffrent chroniquement de la faim. Et chaque jour, des millions d'autres se trouvent soudainement plongés dans des situations de crise. En 1999 uniquement, 35 pays ont connu de graves pénuries de vivres causées par des catastrophes naturelles, le déclenchement ou la poursuite de conflits violents, ou l'effondrement de leurs systèmes économiques.

Il faudra que l'impact des efforts que nous déployons pour combattre la faim s'améliore du tout au tout si nous voulons atteindre l'objectif convenu lors du Sommet mondial de l'alimentation — à savoir réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre d'êtres humains qui sont sous-alimentés. Il n'existe malheureusement aucune formule universelle qui permette d'éliminer la faim. Les gouvernements, le système des Nations Unies, les institutions internationales et la société civile doivent tous travailler la main dans la main pour trouver des solutions concrètes au problème de la faim dans le monde.

Au sein du système des Nations Unies, la mise en route d'un vaste programme de réforme a contribué à renforcer la coopération dans ce domaine. Cette réforme tend, entre autres choses, à améliorer l'efficacité des activités opérationnelles du système des Nations Unies et à renforcer la capacité des organismes locaux et nationaux.

Le Réseau sur le développement rural et la sécurité alimentaire du Comité administratif de coordination (CAC) et le Groupe de travail interorganisations sur le système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité, mécanismes auxquels le Programme alimentaire mondial a apporté d'importantes contributions, sont deux exemples du resserrement de la coopération entre les différents organismes des Nations Unies. De même, l'élaboration de bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement s'est également traduite par une efficacité accrue de notre action sur le terrain.

Un renforcement de la coopération, conjugué à la mise en oeuvre de mesures concrètes comme celles décrites dans le présent rapport, est indispensable si l'on veut pouvoir aller de l'avant pour que plus personne ne souffre de la faim. Cela ne peut toutefois se faire sans l'appui et la coopération de la communauté internationale. C'est pourquoi nous l'exhortons à continuer de soutenir les activités du Programme alimentaire mondial pour qu'il puisse contribuer à atteindre notre objectif commun — un monde libéré de la faim.



Kofi A. Annan
Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies



Jacques Diouf
Directeur général
de l'Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

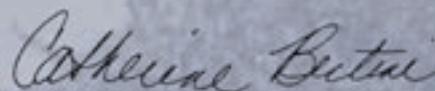


L'année 1999 a été particulièrement éprouvante pour le PAM, le Programme ayant été appelé à secourir plus d'êtres humains que jamais. Les crises qui ont éclaté dans le nord du Caucase, au Timor oriental et dans le Kosovo — régions particulièrement névralgiques — ont mis à rude épreuve les capacités du PAM de parvenir jusqu'à ceux qui ont faim. La persistance des crises en Afghanistan, en Angola, dans la région des Grands Lacs et au Soudan et d'autres situations d'urgence ont également constitué des défis majeurs, même s'ils n'ont pas autant retenu l'attention des médias.

Il y a tout lieu d'être fier de la façon dont les fonctionnaires du PAM ont relevé ces défis. Toutefois, ce dévouement et ce renoncement ont un prix. De plus en plus, les fonctionnaires du PAM sont appelés à travailler dans des circonstances extrêmement difficiles et dans des régions où, souvent, la sécurité du personnel humanitaire n'est pas respectée. L'année 1999 en a apporté la preuve sanglante. En janvier, un fonctionnaire du PAM a été tué — en même temps que les autres agents humanitaires et l'équipage — lorsqu'un avion de secours a été abattu en Angola. En octobre, une jeune fonctionnaire a été brutalement assassinée au Burundi. Trois autres fonctionnaires du PAM étaient parmi les 24 agents humanitaires et membres de l'équipage qui ont trouvé la mort lorsqu'un avion affrété par le PAM s'est écrasé près de Pristina en novembre. Deux autres fonctionnaires, enfin, ont trouvé la mort en service dans des accidents de voiture.

Lorsqu'il surgit des crises internationales majeures, les manchettes de journaux ne rendent pas compte de la nécessité urgente d'apporter un soutien à long terme aux pauvres et à ceux qui ont faim, comme les populations d'Amérique centrale, qui ont encore peine à se remettre du cyclone Mitch, et les personnes déplacées depuis si longtemps en Colombie. Ces populations ont perdu leurs maisons, leurs champs et leurs récoltes, autant de problèmes qui continueront de peser sur elles de nombreuses années encore. Même lorsqu'il n'y a pas de guerre, d'inondation ou de sécheresse, le spectre de la faim n'est souvent pas loin, comme le savent les innombrables millions d'êtres humains, partout dans le monde, qui ne peuvent pas, jour après jour, s'alimenter assez pour mener une vie saine.

Le PAM est prêt à aider ceux qui sont dans le besoin et à apporter la preuve qu'il peut efficacement distribuer des vivres aux plus nécessiteux et marquer ainsi un tournant dans leurs vies. Le monde produit assez pour que chacun puisse manger à sa faim. Je demande donc à la communauté des donateurs de continuer à appuyer le PAM pour l'aider à transformer en réalité l'idéal d'un monde à l'abri de la faim.



Catherine Bertini
Directeur exécutif
Programme alimentaire mondial

In Memoriam

N LA MÉMOIRE DES FONCTIONNAIRES DU PROGRAMME
ALIMENTAIRE MONDIAL QUI ONT PERDU LA VIE EN 1999
AU SERVICE DES PAUVRES QUI ONT FAIM

Pedro Jose MOREIRA, Angola	2 janvier
Pascal SAMBAGI, Tanzanie	28 janvier
Mohamed A. GACAL, Somalie	23 avril
Saskia Louise VON MEIJENFELDT, Pays-Bas	12 octobre
Paola BIOCCA, Italie	12 novembre
Richard Walker POWELL, Australie	12 novembre
Samer THABIT, Iraq	12 novembre

U'ILS REPOSENT EN PAIX

89 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES

Pendant l'année 1999, le PAM a dû réagir à des besoins alimentaires croissants. Lorsque des crises majeures ont éclaté au Kosovo et au Timor oriental, le PAM a dû à bref délai mettre en place des bureaux tout entiers et les doter en personnel et matériel et constituer des stocks de produits alimentaires. Simultanément, le Programme a continué d'être extrêmement sollicité par les opérations de secours de grande envergure qui se sont poursuivies, en particulier en Afghanistan, en Angola, dans la région des Grands Lacs, en République populaire démocratique de Corée, en Sierra Leone et au Soudan.

Le nombre de bénéficiaires de l'assistance du PAM en 1999 est passé à 89 millions, soit un chiffre sans précédent qui représente une augmentation de 17 pour cent environ par rapport à 1998. Des secours d'urgence ont été fournis à quelque 80 pour cent du total des bénéficiaires de l'aide du PAM en 1999, ce chiffre comprenant un grand nombre de personnes sinistrées par les catastrophes naturelles qui se sont produites à la fin de 1998 au Bangladesh, en Chine et en Amérique centrale, qui ont continué à recevoir des secours d'urgence au début de 1999.



Les opérations qui ont causé le plus de difficultés au PAM en 1999 ont été les suivantes:

- **Angola** L'escalade du conflit a déplacé plus d'un million de personnes;
- **Ethiopie** Le PAM a lancé une opération de grande envergure pour secourir 1,2 million de personnes affectées par les mauvaises récoltes;
- **Région des Grands Lacs africains**
Le PAM a fourni une assistance à 1,25 million de personnes, principalement

des personnes déplacées dans leur propre pays et des réfugiés;

- **Kosovo, République fédérative de Yougoslavie**

Le PAM a distribué des vivres à 950 000 réfugiés et personnes déplacées qui avaient cherché refuge dans des régions voisines pour échapper au conflit. Le PAM a participé aux premiers convois de rapatriés au Kosovo et, dans un

premier temps, a élargi son aide alimentaire pour secourir quelque 1,4 million d'habitants de la province;

- **Erythrée** Le PAM a repris ses opérations pour aider quelque 270 000 personnes déplacées dans le pays par le conflit frontalier entre l'Ethiopie et l'Erythrée;
- **Iraq** Le programme vivres-contre-pétrole a été poursuivi et contrôlé par le PAM;
- **Sierra Leone** Le PAM a continué de distribuer des vivres aux personnes déplacées dans le pays en dépit d'une réduction considérable des effectifs de son personnel après le sauvage assaut contre Freetown et de l'impossibilité d'accéder à plus de la moitié du territoire du pays en début d'année;
- **Somalie** Le PAM a aidé plus de 1,3 million de victimes des mauvaises récoltes, problème encore aggravé par les rivalités entre les clans et l'insécurité, qui ont virtuellement annihilé les mécanismes traditionnels de survie. Nombre de régions du pays ont été virtuellement inaccessibles par suite des problèmes de sécurité qui ont causé de sérieux retards aux convois de vivres en direction de la région de Bay, dans le sud du pays;
- **Timor Oriental** Les troubles civils qui ont éclaté après le référendum du 30 août concernant l'indépendance du Timor oriental ont conduit une large proportion de la population à fuir à la recherche d'une plus grande sécurité. Le PAM a fourni une assistance à quelque 500 000 personnes souffrant d'un sérieux manque de vivres;
- **Amérique du Sud** Le PAM a fourni une assistance à 200 000 personnes sinistrées par le tremblement de terre qui a secoué la Colombie en janvier et à 150 000 victimes des inondations au Venezuela en décembre;
- **Afghanistan** Le PAM s'est efforcé, malgré l'intensité des combats, de fournir une aide alimentaire à quelque 1,3 million de personnes affectées par la guerre et de personnes déplacées.
- **Inde** Une assistance a été fournie à 230 000 personnes sinistrées par les deux cyclones qui ont déferlé sur les régions côtières de l'Orissa en octobre 1999.
- **Moyen-Orient** Le PAM a aidé les populations à faire face à la pire sécheresse depuis une dizaine d'années. Une aide alimentaire d'urgence a été fournie à 488 000 pasteurs et petits agriculteurs en Jordanie, dans le Territoire palestinien et en Syrie.



- **Tchéchénie (Fédération de Russie)** Une mission conjointe interorganisations d'évaluation des besoins a recommandé la fourniture d'une aide alimentaire à 150 000 personnes déplacées. Une nouvelle opération d'urgence d'une valeur de 5,5 millions de dollars a été approuvée en décembre.

Le PAM en chiffres — 1999

Le PAM a secouru 89 millions d'êtres humains parmi les plus pauvres du monde

- 41 millions de victimes de catastrophes naturelles, telles que tremblements de terre, inondations graves et sécheresse
- 29 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, de réfugiés et de rapatriés: ces bénéficiaires ont perdu leur habitation à cause de la guerre civile et de conflits politiques. Ils ont fui leur pays ou se sont déplacés à l'intérieur des frontières
- 19 millions de bénéficiaires de projets de développement. Ils ont reçu une aide en échange de travail dans le cadre de projets vivres-contre-travail en faveur d'améliorations agricoles et environnementales et pour participer à des programmes de valorisation des ressources humaines visant à développer l'instruction, la santé et la nutrition.

Les quantités totales de produits alimentaires distribuées ont atteint 3,424 millions de tonnes

- 2,031 millions de tonnes pour des opérations d'urgence
- 589 000 tonnes pour des interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR)
- 804 000 tonnes pour des projets de développement

Les dépenses opérationnelles se sont montées au total à 1 430 millions de dollars

- 17 pour cent des dépenses opérationnelles ont été consacrées aux activités de développement
- 83 pour cent des dépenses opérationnelles sont allées aux activités de secours
- 49 pour cent des dépenses opérationnelles sont allées au développement dans les pays les moins avancés (PMA)
- 90 pour cent des dépenses opérationnelles pour le développement ont été allouées aux pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV)

Les contributions reçues ont atteint 1 555 millions de dollars

- 275 millions de dollars ont été des contributions à des projets de développement
- 863 millions de dollars ont été des contributions à des opérations d'urgence, y compris le Compte d'intervention immédiate (CII) et les opérations spéciales
- 382 millions de dollars ont été des contributions à des IPSR
- 35 millions de dollars ont représenté d'autres formes de contributions

Activités opérationnelles réalisées en 1999

- 24 programmes de pays
- 146 projets de développement (y compris les activités entreprises dans le cadre des programmes de pays) pour 246,5 millions de dollars de dépenses opérationnelles
- 65 opérations d'urgence, pour 797,4 millions de dollars de dépenses opérationnelles
- 35 IPSR, à un coût de 291,9 millions de dollars

Nouveaux engagements approuvés en 1999

- Cinq nouveaux programmes de pays, pour lesquels il a été approuvé 71,4 millions de dollars de ressources et 159 539 tonnes de produits
- 37 nouveaux projets de développement (y compris les activités entreprises dans le cadre des programmes de pays approuvés) et 28 révisions budgétaires, chiffre représentant des engagements de 434 millions de dollars et 912 645 tonnes de produits
- 37 nouvelles opérations d'urgence, représentant une valeur de 1,1 milliard de dollars et 1,9 million de tonnes de produits
- 23 nouvelles IPSR, pour une valeur de 979,7 millions de dollars et 1,7 million de tonnes de produits

La tragédie humanitaire en Angola

En Angola, le conflit prolongé menace la survie de deux millions de personnes, pour la plupart déplacées. Elles sont nombreuses à risquer chaque jour de tomber dans une embuscade lorsqu'elles cherchent de quoi se nourrir. D'autres, qui feraient n'importe quoi pour se procurer du bois pour faire la cuisine, ramassent les bâtonnets utilisés pour marquer l'emplacement des mines. En outre, les maladies causées par la malnutrition font sans doute 200 morts par jour. Avec chaque nouvelle vague de

750 000 tonnes de produits alimentaires, d'une valeur de près de 500 millions de dollars.

Les effectifs du PAM dans le pays sont les plus nombreux de tous les organismes des Nations Unies, et l'ensemble de la communauté humanitaire qui opère en Angola est tributaire des services logistiques du PAM pour le transport de personnel, de vivres, de médicaments et d'articles divers. La plupart des grands axes routiers étant

devenus trop dangereux, l'aide humanitaire ne peut plus être transportée par la voie terrestre. De ce fait, les trois quarts environ du total de l'aide alimentaire est acheminée par avion. En décembre 1998 et à nouveau en janvier 1999, des avions des Nations Unies ont été abattus, causant la mort de tous les passagers. Les pilotes sont obligés d'effectuer des manoeuvres compliquées et dangereuses en spirale au décollage et à l'atterrissage pour déjouer les risques d'attaques à la roquette.

La recrudescence des combats a multiplié le nombre de personnes ayant

besoin de secours alimentaires d'urgence, qui est passé de 800 000 en septembre à 1,5 million en décembre, ce qui démontre clairement qu'il est essentiel de ménager le maximum de souplesse dans les opérations pour pouvoir s'adapter à l'évolution des circonstances.



Enseignements tirés de la crise au Kosovo



Face aux déplacements massifs des populations d'ascendance albanaise du Kosovo entre avril et juin 1999, le PAM a dû mettre sur pied, presque à partir de zéro, une de ses plus vastes opérations de secours aux réfugiés. Au plus fort de l'opération, celle-ci faisait intervenir plus de 160 agents internationaux et quelque 500 agents locaux. Un bureau régional pour les Balkans a été établi à Pristina, avec comme ressort la Serbie (y compris la province du Kosovo, le Monténégro, l'Albanie et l'ex-République yougoslave de Macédoine). Le PAM a été félicité de la rapidité et de l'efficacité avec lesquelles il a réagi. Cependant, il s'est posé différents problèmes, particulièrement au début de la crise:

- *Il y a eu des retards dans la distribution de produits alimentaires et d'articles non*

alimentaires essentiels comme entrepôts temporaires, véhicules et matériel de bureau et de communications.

Heureusement, grâce aux dispositifs de secours mis en place par le PAM, les opérations n'ont pas été trop gravement affectées.

- *Les mécanismes de gestion du personnel du PAM n'ont pas été assez souples pour pouvoir déployer rapidement et méthodiquement des fonctionnaires ayant l'expérience requise.*
- *L'affectation de fonctionnaires indispensables a été retardée par la nécessité de demander à l'Organisation des Nations Unies, à New York, au PNUD ou au HCR de confirmer qu'aucune considération de sécurité ne s'y opposait.*

UN AVION AFFRÉTÉ PAR LE PAM S'ÉCRASE: L'ACCIDENT FAIT 24 MORTS

En novembre 1999, un avion affrété par le PAM dans le cadre du "pont aérien" organisé pour transporter le personnel de secours entre Rome et le Kosovo s'est écrasé près de Pristina, causant la mort des 24 personnes à bord. Parmi les passagers se trouvaient des agents d'ONG, du PAM et de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), un agent du Gouvernement canadien et les trois membres de l'équipage.

Pour faire face à la tragédie et à ses séquelles, le PAM a immédiatement organisé des cellules de gestion de la crise à Rome et à Pristina, avec la collaboration de volontaires du Programme, pour aider les membres de la famille des disparus, tandis qu'il a retenu les services d'une société spécialisée dans la gestion des catastrophes pour fournir des avis et des conseils. En outre, des volontaires d'ASSIST, société affiliée à Alitalia, ont fourni un appui précieux aux membres de la famille des défunts et, conjointement avec les autorités italiennes, ont apporté un concours utile et fort apprécié pour régler les questions administratives.

Le PAM a entrepris, pour faire profiter tous les organismes des Nations Unies de l'expérience acquise, d'analyser la façon dont il a géré les séquelles de l'accident et d'en tirer les enseignements qui s'imposent. Il ressort jusqu'à présent de cette analyse qu'il est nécessaire:

- **de préparer des plans d'intervention génériques pour les cas d'urgence, tant au siège que dans les bureaux de pays, spécialement dans ceux où la sécurité est précaire. Ces plans doivent prévoir l'organisation de cellules de gestion de la crise, une définition claire des responsabilités hiérarchiques et de la répartition des tâches, des informations sur les services disponibles dans le pays hôte. Ce plan devra être établi en collaboration avec les autres membres de la famille des Nations Unies;**
- **de disposer d'une équipe de fonctionnaires du PAM spécialement formés pouvant être appelée à intervenir en cas de crise, en particulier pour aider et appuyer les familles des victimes.**

DES INTERVENTIONS NOVATRICES

Le PAM a dû faire preuve d'ingéniosité pour résoudre des problèmes exceptionnels.

Au **Timor oriental**, le PAM a introduit une nouvelle méthode de largage aérien de vivres mise au point en collaboration avec la compagnie aérienne sud-africaine SAFAIR. Cette méthode, appelée méthode du "flocon", consiste à larguer de petits sachets de vivres qui sont conditionnés de telle sorte qu'ils tombent lentement jusqu'au sol. Cette nouvelle technique permet au PAM, en attendant de pouvoir intervenir de manière plus systématique, de distribuer des secours alimentaires d'urgence aux personnes déplacées — habituellement des populations en mouvement — jusqu'à ce qu'elles soient installées dans des localités déterminées et plus sûres où les secours peuvent être distribués par des méthodes plus traditionnelles.

En **Albanie** et dans l'**ex-République yougoslave de Macédoine**, le PAM a mis sur pied un projet d'aménagement de boulangeries pour distribuer aux réfugiés du Kosovo des aliments familiers qu'ils puissent manger sans devoir les cuire. Avec l'aide de deux experts néerlandais, le PAM a évalué la capacité des boulangeries locales de satisfaire les besoins et a ensuite emprunté et acheté du matériel pour accroître la production. Les nouvelles boulangeries ont été gérées par des agents locaux formés par des ONG. Une fois pleinement opérationnelles, elles ont pu produire assez de pain pour que la plupart des ménages de réfugiés aient au moins une miche par jour.

En **République populaire démocratique de Corée**, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants sont particulièrement exposés aux carences en vitamines et minéraux par suite des problèmes alimentaires que traverse le pays. Le PAM appuie la fabrication locale de différents aliments spécialisés, comme des

aliments mélangés enrichis (mélange maïs-soja) et un mélange tout prêt enrichi en micronutriments appelé *Koryomix*, des biscuits



enrichis, de la farine de blé et des pâtes. Pour certaines de ces activités, le PAM collabore avec la Fabrique d'aliments pour enfants de Pyongyang, ainsi qu'avec l'UNICEF, qui fournit le mélange tout prêt enrichi en micronutriments. Le PAM a également aidé à publier un guide expliquant comment ces nouveaux produits doivent être préparés et consommés.

En **Tanzanie**, le HCR et le PAM ont entrepris dans des camps de réfugiés sélectionnés des études expérimentales pour déterminer si, comme semblent le prouver les recherches réalisées, la cuisson des aliments dans des casseroles en fer contribue à réduire l'anémie.

Le PAM a utilisé fréquemment le **Compte d'intervention immédiate (CII)** en 1999 pour acheter des denrées produites localement ou dans la région pendant les premières phases critiques des nouvelles situations d'urgence. Dans les Balkans, en Colombie, au Kosovo, en Ethiopie, en Angola, au Timor oriental, dans le Caucase et au Venezuela, le PAM a ainsi pu avancer des fonds sur le CII dans les quelques heures suivant la survenue de la crise. Il a été avancé au total 17,1 millions de dollars sur le CII pour couvrir les besoins créés par les nouvelles situations



d'urgence ou pour éviter une solution de continuité dans la filière, qui aurait eu des conséquences sérieuses pour les opérations en cours.

Elément extrêmement positif, les ressources disponibles au titre du CII ont augmenté en 1999, année pendant laquelle les contributions ont atteint 24,2 millions de dollars.

Conformément à la révision des politiques de dotation en ressources et de financement à long terme approuvée par le Conseil d'administration en janvier 1999, le PAM a encouragé les donateurs à reconstituer le CII au moyen des soldes non dépensés des contributions à des opérations terminées ou pour lesquelles

des ressources n'étaient plus nécessaires. Plusieurs donateurs étudient cette possibilité.

Pour permettre au PAM de passer plus facilement des secours d'urgence à l'appui aux efforts de redressement, il a été créé en 1998 une nouvelle catégorie d'activités, celle des interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR). En 1999, les ressources nécessaires pour ces activités ont presque doublé par rapport à 1998, et des opérations d'urgence en cours depuis longtemps, dont certaines de très grande envergure, comme celles réalisées dans la région des Grands Lacs africains, dans le Caucase, en Amérique centrale et en Somalie, ont été converties en IPSR.

SECOURS HUMANITAIRES ET SECOURS EN CAS D'URGENCE

Plusieurs initiatives ont été introduites en 1999 pour mettre le PAM mieux à même de faire face aux crises humanitaires.

Examen de l'assistance du PAM aux personnes déplacées dans leur propre pays (PDI)

En 1999, le PAM a entrepris un examen approfondi de l'assistance qu'il fournit aux personnes déplacées pour mieux comprendre leurs besoins, pour relever les pratiques réussies et pour en tirer des conclusions utiles pour les opérations futures. Partout dans le monde, les populations contraintes à la fuite sont de plus en plus nombreuses à chercher refuge dans leur propre pays plutôt qu'à l'étranger. Les personnes déplacées sont aujourd'hui l'un des principaux groupes de bénéficiaires du PAM.

Cet examen a fait apparaître ce qui suit:

- les personnes déplacées sont souvent parmi les groupes qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, particulièrement au début de leur déracinement, lorsqu'elles ne peuvent pendant une période prolongée reprendre une activité productive ou lorsque de nouvelles explosions de violence causent des troubles répétés;
- lors de leur retour et de leur réinstallation, les personnes déplacées sont exposées à l'insécurité alimentaire avant les récoltes et le redémarrage des marchés et de l'activité économique normale. Bien souvent, la reprise est entravée par le manque d'intrants autres que des produits alimentaires comme semences, outils ou ciment pour reconstruire les réseaux d'irrigation;
- il arrive fréquemment que les besoins des personnes déplacées ne puissent pas être distingués de ceux des populations

sédentaires, spécialement lorsque les situations de conflit perdurent;

- les organismes humanitaires ont parfois grand peine à avoir accès aux personnes déplacées.

Atténuation des effets des catastrophes

Lorsqu'il a approuvé la politique du PAM visant à favoriser le développement, le Conseil d'administration du PAM a décidé que l'atténuation des effets des catastrophes devrait recevoir la priorité dans les programmes d'assistance du PAM. Une autre étude visant à identifier les moyens qui permettraient au PAM de réduire plus efficacement la vulnérabilité à long terme des populations aux effets des catastrophes naturelles a mis en relief les points suivants:

- dans les pays exposés à des catastrophes

naturelles récurrentes, un lien étroit doit être établi entre les activités de développement et les secours d'urgence. Pour donner des résultats, les stratégies d'atténuation des effets des catastrophes doivent conjuguer ces interventions à court terme et à long terme (secours et activités de développement) de manière qu'elles se renforcent mutuellement;

- les activités doivent être ciblées surtout sur ceux qui ne peuvent pas faire face à des catastrophes récurrentes et pas seulement sur ceux qui vivent dans des régions exposées à des catastrophes. Les personnes qui sont les plus touchées en cas de catastrophe naturelle ne sont pas nécessairement celles qui sont le plus exposées à la faim;
- dans le cas des ménages pauvres, il faut, pour atténuer les effets des catastrophes, éviter qu'ils ne tombent dans un dénuement total en intervenant avant que la crise ne prenne des proportions aiguës. Une intervention précoce permet en effet de protéger les progrès





accomplis sur la voie du développement et d'empêcher l'érosion des moyens de subsistance des ménages pauvres.

Le PAM a sélectionné plusieurs pays pilotes dont il sera possible de tirer des enseignements qui permettront d'élaborer les méthodes les plus efficaces.

Examen de l'assistance fournie par le PAM dans des situations d'urgence complexes

La fréquence, l'ampleur et la complexité accrues des opérations humanitaires du PAM ont fait peser de graves contraintes au plan de l'organisation, des opérations et de la stratégie. L'expérience acquise lors des crises qui ont éclaté dans les Balkans et au Timor oriental en 1999 a confirmé la capacité du PAM à faire face à des situations d'urgence complexes. Les enseignements retirés de ces opérations et d'autres opérations récentes montrent cependant aussi que le PAM doit continuer à renforcer et à améliorer ses capacités d'alerte avancée, de préparation et d'intervention rapide.

Une évaluation thématique de l'assistance fournie par le PAM dans des situations d'urgence complexes, réalisée en 1999, a fait apparaître clairement les initiatives de très large portée prises par l'Organisation, ses partenaires et ses fonctionnaires. Toutefois l'examen a également fait ressortir la nécessité de:

- Regrouper et affiner les dispositions relatives à la mobilisation et à la gestion des ressources sur une base régionale, en cas de besoin, pour pouvoir s'adapter aux besoins changeants des pays voisins.
- Perfectionner et mettre à jour continuellement les mesures de sécurité et appuyer la formation concertée avec le Coordonnateur des mesures de sécurité des Nations Unies, les autres organismes opérationnels des Nations Unies et les ONG associées.
- Fournir aux fonctionnaires des informations détaillées sur les circonstances qui règnent dans leur lieu d'affectation lorsqu'ils sont appelés à travailler dans des pays situés dans des zones de conflit.

Renforcement de la capacité d'intervention du PAM en cas d'urgence

Le PAM et le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID) ont entrepris en 1998 et défini plus en détail en 1999 un projet tendant à trouver les moyens de renforcer la capacité du PAM d'intervenir rapidement et efficacement lorsqu'il surgit de nouvelles situations humanitaires d'urgence, en particulier lorsque celles-ci évoluent rapidement. A cette fin, l'on a entrepris d'évaluer le fonctionnement des principaux mécanismes de préparation et d'intervention en cas de crise ainsi que les facteurs de gestion et d'organisation à moyen terme qui empêchent le PAM de réagir à son degré maximal d'efficacité.

POLITIQUES ET COORDINATION

Structures et mécanismes

Décentraliser la prise de décisions: Outre le processus de réformes du système des Nations Unies, le PAM mène depuis le début de 1994 un énergique plan de restructuration et de réforme de ses méthodes de programmation. A la mi-1996, le PAM a entrepris un programme de décentralisation du siège au profit du terrain afin de rapprocher autant que faire se peut la prise de décisions des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Certaines des principales stratégies élaborées pour appuyer le programme de décentralisation consistent à:

- affecter un plus grand nombre de fonctionnaires expérimentés et spécialisés aux bureaux de pays afin de renforcer les capacités techniques et de gestion du PAM sur le terrain;
- déléguer des pouvoirs accrus en matière financière et de gestion aux responsables sur le terrain afin que les décisions puissent être adoptées au moment opportun, en s'appuyant sur une connaissance immédiate de la situation locale, souvent changeante;
- créer des bureaux (ou "pôles") régionaux afin de planifier et de gérer les opérations réalisées dans plus d'un pays et fournir un appui aux bureaux de pays du ressort du pôle régional.

En 1999, le PAM s'est attaché surtout à continuer à consolider et à rationaliser le

processus au moyen de plusieurs initiatives tendant notamment:

- à développer le système d'approbation des programmes introduit en 1998 pour suivre l'avancement des propositions de projets, de l'examen initial jusqu'au processus d'approbation définitive;
- à permettre aux fonctionnaires d'avoir à tout moment, au moyen de l'Intranet du PAM ou de CD-ROM, accès à l'ensemble des directives et normes du PAM concernant la conception des programmes, les transports et la logistique, les achats, la gestion financière, les ressources humaines et l'administration;
- à étendre à près de 30 pays le Système de suivi des produits (COMPAS), qui est maintenant le principal système de contrôle utilisé par le PAM partout dans le monde;
- à décentraliser le traitement de l'information financière au profit des bureaux régionaux et de certains bureaux de pays indépendants. Pendant l'année, cette procédure a été étendue à deux bureaux régionaux et à un bureau de pays indépendant assurant la couverture de 11 bureaux de pays, ce qui porte à 35 le nombre des bureaux de pays touchés jusqu'ici par le processus de décentralisation. L'introduction en l'an 2000 du système de gestion financière et des systèmes stratégiques d'appui à la gestion intégrée en constituera une nouvelle étape.

En dépit de ces efforts de consolidation, toutefois, plusieurs autres modifications

importantes devront être introduites si l'on veut que les directeurs de programmes et les fonctionnaires mènent à bien le processus de décentralisation, et notamment dans les domaines suivants:

- **Gestion de l'information** Les nouveaux systèmes d'information de l'organisation — les systèmes stratégiques d'appui à la gestion intégrée et les systèmes opérationnels et stratégiques intégrés (OASIS) — permettront aux bureaux de pays d'administrer les fonctions relatives aux ressources financières et humaines mises à leur disposition, de contrôler les transactions financières et de gérer les achats, les projets et les opérations. Si ces systèmes ne sont pas pleinement opérationnels, ce qui limite considérablement, dans l'immédiat, les possibilités d'établir rapidement les rapports appropriés, le PAM a toutefois beaucoup progressé dans leur élaboration et leur mise en place en 1999.
- **Structures hiérarchiques** Dans la pratique, les responsabilités et les rôles respectifs du directeur régional, du responsable du pôle régional et des directeurs de pays n'ont pas toujours été définis assez clairement. De ce fait, il y a eu un certain chevauchement et des flous dans les attributions qui ont entravé l'amélioration et la supervision des programmes. Le renforcement des cadres d'obligation redditionnelle devra se poursuivre pour mieux définir les responsabilités attachées aux décisions importantes tout en mettant au point un système de rapports sur la gestion des activités courantes.

Financement et ressources

Aperçu général

En 1999, le PAM a expédié quelque 3,4 millions de tonnes de denrées alimentaires et de produits — la plus forte quantité depuis 1992 — alors même que, pendant l'année, les contributions ont nettement diminué, tombant de 1 727 millions à 1 555 millions de dollars. Heureusement, de bonnes récoltes dans les principaux pays exportateurs de denrées alimentaires et la baisse des cours de ces produits sur les marchés internationaux ont permis de maintenir les achats de produits alimentaires à des niveaux relativement élevés. Cette augmentation du volume de produits expédiés a été imputable principalement aux reports considérables de la très généreuse contribution apportée par les Etats-Unis en 1998.

Malgré l'augmentation des quantités de produits expédiés, toutefois, certaines **opérations de secours** ont dû être suspendues ou réduites. Les besoins d'aide alimentaire sont demeurés élevés ou ont même augmenté, de sorte que la filière a été interrompue ou que le financement a été insuffisant pour certaines opérations, notamment dans les Balkans, en Colombie, en Ethiopie, en République démocratique du Congo, dans la région des Grands Lacs, en République populaire démocratique de Corée et en Iraq.

Au cours des deux dernières années, le portefeuille de projets de **développement** du PAM a été peu à peu ajusté à la baisse, parallèlement à la diminution des ressources disponibles enregistrée au cours des deux années écoulées. Cependant, alors qu'en valeur, le financement disponible pour des activités de développement est tombé de 346 millions de dollars en 1998 à 275 millions en 1999, le PAM a néanmoins expédié pour ces activités 804 000 tonnes de produits, contre 783 000 tonnes en 1998. Cette augmentation, due principalement

à l'importance des stocks de report et à la faiblesse des prix des produits de base, a permis au PAM de poursuivre ses activités de développement et il faut espérer que l'augmentation des quantités de produits disponibles pour les activités de développement persistera.

Le PAM a relevé ces dernières années que les contributions multilatérales avaient tendance à céder le pas à des contributions multilatérales à emploi spécifique. Ainsi, le pourcentage des contributions affectées à des projets ou à des pays déterminés a continué d'augmenter, atteignant 69 pour cent du total en 1999. Ce mode de contribution rend le Programme moins apte à faire face à des besoins en constante

évolution dans les différentes régions du monde. Etant une organisation financée au moyen de contributions volontaires, la base de ressources du PAM est généralement difficile à prédire. Une plus grande prévisibilité des ressources mettrait le PAM mieux à même de répondre de manière soutenue aux besoins de ceux qui souffrent de la faim à des périodes critiques de leur vie. La portée et les priorités de la nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire (CAA), approuvée en juin 1999, correspondent très bien au mandat du PAM. Aussi les signataires de la Convention pourraient-ils percevoir leur engagement à ce titre comme une référence leur permettant de fournir une indication à plus long terme des contributions qu'ils pensent faire au PAM.

MOBILISATION DE RESSOURCES SUR L'INTERNET

The Hunger Site — le Site de la faim — nouveau site remarquable créé par le programmeur américain John Breen, a permis au PAM de commencer à mobiliser des fonds sur Internet en 1999. Ce site web génère pour le PAM des dons d'entreprises participantes chaque fois que quelqu'un les consulte. De juin 1999 à la fin de l'année, ce site a été consulté 26 millions de fois, et le PAM a ainsi reçu pour 502 075 dollars de dons. Le PAM utilise les ressources ainsi mobilisées pour financer des projets d'alimentation scolaire et de santé maternelle et infantile dans des pays en développement. Le Site de la faim a montré la contribution que les particuliers peuvent apporter à la lutte contre la faim en leur donnant la possibilité d'aider facilement à nourrir les pauvres qui n'ont pas de quoi manger. Ce site a également suscité d'autres initiatives de mobilisation de ressources sur Internet. La société Ebates.com, qui vend ses produits sur Internet, a versé au PAM une contribution de 0,68 dollar (soit l'équivalent d'une dizaine de repas) pour chaque nouvel abonné. Cette initiative, qui a apporté au PAM plus de 20 000 dollars en 1999, a été poursuivie au début de l'an 2000.

Le Site de la faim peut être consulté à l'adresse <http://www.thehungersite.com>



Mobilisation des ressources

En 1999, le PAM a reçu pour ses opérations des contributions de 1 555 millions de dollars de 45 gouvernements donateurs, de la Commission européenne, de différentes organisations intergouvernementales, d'ONG et de donateurs privés dont 45 millions de dollars de contributions bilatérales.

C'est grâce à la générosité de ces donateurs que le PAM a pu secourir des populations aussi nombreuses en 1999. Les plus importants d'entre eux — les Etats-Unis, la Commission européenne, le Japon, le Canada et les Pays-Bas, dont les contributions représentant 77 pour cent de la totalité des ressources — méritent toute la reconnaissance du PAM. Les Etats-Unis, à eux seuls, ont fourni 46 pour cent du total des contributions.

Conscient de la possibilité d'attirer de nouveaux donateurs dans les secteurs aussi bien public que privé, le PAM s'est employé activement à élargir sa base de donateurs. Nombre de donateurs non habituels — dont la Croatie, le Maroc, la Pologne et la Slovaquie — ont accru leurs contributions au PAM. En 1999, 20 donateurs non habituels ont versé au total pour 12 millions de dollars de contributions.

Des efforts intenses également déployés pour mobiliser des ressources accrues dans le secteur privé se sont traduits par 2,4 millions de contributions supplémentaires pour le PAM. En outre, grâce au don de 500 000 dollars de la philanthrope argentine Amalia Lacroze de Fortabat pour les activités du PAM au Kosovo, 1999 a enregistré la plus forte contribution jamais reçue d'un particulier.

Parmi les initiatives qui ont été prises pour renforcer et élargir l'appui des donateurs, il y a lieu de citer:



Les courants mondiaux d'aide alimentaire en 1999

Les livraisons mondiales d'aide alimentaire en 1999 se sont montées à 14,5 millions de tonnes, contre 8,3 millions de tonnes en 1998. Près de la moitié de l'aide alimentaire fournie pendant l'année l'a été dans le cadre de programmes bilatéraux d'aide alimentaire de gouvernement à gouvernement sous forme de soutien de la balance des paiements, principalement par les Etats-Unis.

Les principales tendances à signaler en 1999 ont été les suivantes:

- les quantités de produits livrés dans le cadre de programmes d'aide alimentaire ont augmenté de 160 pour cent par rapport à 1998;
- la Fédération de Russie, avec près de 4,5 millions de tonnes, a été le principal pays bénéficiaire de ce type d'aide alimentaire;
- les secours alimentaires d'urgence ont représenté 32 pour cent des livraisons mondiales en 1999, soit 57 pour cent de plus qu'en 1998;
- en 1999, il a été livré 2,4 millions de tonnes de produits sous forme d'aide alimentaire à des projets; les quantités livrées sont demeurées à peu près inchangées par rapport à 1998 mais la part de ce type d'assistance dans le total de l'aide alimentaire est tombée de 31 pour cent en 1998 à 17 pour cent en 1999;
- l'aide alimentaire ciblée (secours d'urgence et aide alimentaire à des projets) a représenté en 1999 49 pour cent du total;
- l'augmentation des quantités de produits livrés dans le cadre de programmes d'aide alimentaire s'est également traduite par une diminution de la part du total de l'aide alimentaire fournie au moyen d'opérations triangulaires et d'achats locaux (huit pour cent en 1999; 16 pour cent en 1998), bien que les quantités effectivement livrées soient restées à peu près inchangées.

- l'intensification des campagnes de plaidoyer et de relations publiques dans les principaux pays donateurs pour sensibiliser l'opinion publique aux besoins des pauvres qui ont faim;
- l'organisation de consultations avec des donateurs à propos des principales opérations du PAM;
- la mobilisation de ressources dans le secteur des entreprises par l'intermédiaire des Amis du PAM aux Etats-Unis et de l'Association japonaise des Amis du PAM;
- la convocation d'un séminaire à l'intention des nouveaux pays donateurs d'Europe centrale et orientale;
- l'organisation à Rome de spectacles de bienfaisance (un opéra pour le Kosovo et un concert de jazz pour l'Angola) pour financer deux opérations de grande envergure.

Stratégie de mobilisation de ressources

Au début de 1999, le PAM a commencé à élaborer une stratégie de mobilisation de ressources et a entrepris à cette fin un examen des mécanismes de financement du Programme avec pour but d'accroître la souplesse et la prévisibilité des ressources qui sont mises à sa disposition. Le Secrétariat a lancé un processus de consultation et de dialogue avec les Etats membres, leur a adressé un questionnaire, a organisé des entrevues et a tenu des discussions officieuses avec les gouvernements des pays donateurs et bénéficiaires.

Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP)

Le coût estimatif de la conception et de la mise en oeuvre des activités prévues dans le cadre du Programme d'amélioration de la gestion financière — 37 millions de dollars — n'a pas été dépassé malgré la forte augmentation du coût des services informatiques causée par la mise à niveau des systèmes pour parer au problème de l'an 2000. Le Conseil d'administration a approuvé l'utilisation du Fonds général pour couvrir le déficit de financement jusqu'à concurrence du plafond approuvé, c'est-à-dire 37 millions de dollars. A ce jour, il a été mobilisé à cette fin un montant de 20,8 millions de dollars provenant de contributions directes de donateurs, des ressources du PAM et des intérêts produits par le Compte spécial du FMIP (Programme d'amélioration de la gestion financière), le montant restant à couvrir au titre du Fonds général étant ainsi d'environ 16,2 millions de dollars. Le Programme d'amélioration de la gestion financière permettra au PAM de continuer à opérer dans un environnement décentralisé tout en facilitant les échanges d'informations financières entre les différents niveaux de l'organisation.

Coordination avec les Nations Unies

Système des coordonnateurs résidents

Le processus de sélection des coordonnateurs résidents a changé au cours de l'année écoulée. Le PAM a participé activement à l'élaboration des nouvelles procédures d'évaluation et de sélection. En outre, le PAM a encouragé ceux de ses fonctionnaires qui ont les qualifications requises à faire acte de



candidature à des postes de coordonnateurs résidents. A la fin de 1999, quatre de ses fonctionnaires occupaient de telles fonctions et deux autres candidatures étaient à l'étude.

Etablissement de partenariats avec d'autres institutions des Nations Unies

Le PAM s'est employé activement à nouer des partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies et des ONG en vue de renforcer et d'harmoniser les efforts de développement au niveau du terrain.

De plus en plus, les modalités de la collaboration entre le PAM et les autres organismes des Nations Unies sont définies dans des mémorandums d'accord qui, dans la pratique, améliorent la communication et la coopération sur le terrain. Le premier de ces mémorandums a été signé avec le HCR en 1985, et il a par la suite été révisé en 1994 et 1997. Un autre mémorandum d'accord a été signé avec l'UNICEF en 1998.

En 1999, la FAO et le PAM ont signé un mémorandum d'accord afin d'officialiser les arrangements de travail existants. Ce mémorandum met l'accent sur les activités devant être réalisées de concert pour promouvoir le développement rural et renforcer la sécurité alimentaire, spécialement en Afrique, au moyen d'interventions comme les suivantes:

- petits systèmes bon marché de gestion des eaux;
- amélioration de la gestion des ressources naturelles et des terres;
- amélioration de la fertilité des sols et intensification des cultures; et
- diversification des cultures.

Indépendamment de cet instrument, le PAM et la FAO ont conclu un accord technique spécifiant les modalités de la coopération entre eux et de l'échange d'informations entre le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO (SMIAR) et l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM.

Le PAM a continué de collaborer étroitement à toutes les activités du Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG) pour améliorer l'impact des activités du système des Nations Unies au niveau des pays. Le PAM appuie activement les efforts entrepris par le Groupe pour rationaliser les opérations et les mécanismes de coopération entre tous les partenaires du Groupe. Des progrès ont été accomplis en direction de ces objectifs, mais il demeure nécessaire de veiller à éviter les doubles emplois. Il faudra par conséquent continuer à revoir et à actualiser régulièrement ces arrangements de travail. Le PAM se félicite de la décision qu'a prise le Groupe des Nations Unies pour le développement de dissoudre ses groupes de travail si leur maintien n'apparaît pas comme pleinement justifié.

DES EFFORTS CONJUGUÉS

En **Zambie**, la FAO et le PAM fournissent ensemble un **appui au Programme de renforcement de la sécurité alimentaire des ménages dans la province méridionale** financé par le FIDA. Le prêt du FIDA tend à stabiliser l'accès des populations locales à l'alimentation et à accroître la résistance des cultures locales. Conjuguant leurs efforts, le PAM administre un "filet de sécurité sociale" de stocks de vivres en fournissant une aide alimentaire pendant la saison agricole "maigre" tandis que la FAO apporte ses compétences techniques et sa connaissance de la région, et notamment des informations provenant d'une étude conjointe des méthodes de culture et des outils utilisés par les femmes dans la région.

Le PAM a contribué à la formulation des directives relatives à l'élaboration des bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et participe activement aux travaux du groupe d'étude qui analyse l'expérience acquise jusqu'à présent afin d'élaborer un document sur les enseignements à en tirer qui sera publié au début de l'an 2000. Les pouvoirs accrus qui ont été délégués aux bureaux de pays du PAM ont contribué à renforcer la participation de ce dernier aux activités des équipes des Nations Unies au niveau des pays. Les fonctionnaires des bureaux de pays du PAM jouent un rôle actif dans l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement dans tous les pays où le Programme réalise des activités de développement, notamment en dirigeant les groupes thématiques appropriés, comme ceux qui ont trait à la sécurité et aux secours alimentaires.

La Banque mondiale et le PAM collaborent dans des pays comme le Bangladesh, la Chine, l'Égypte, l'Inde, Madagascar, le Malawi, le Mozambique et le Sénégal dans des domaines tels que la nutrition communautaire, la sécurité alimentaire des ménages, l'éducation, le développement agricole, la foresterie et le développement de l'infrastructure.

Renforcer la collaboration avec les ONG

Le PAM s'emploie à perfectionner constamment ses relations de travail avec des ONG grâce à la signature de mémorandums d'accord généraux avec celles qui sont ses principaux partenaires opérationnels. A ce jour, il a été signé 16 mémorandums d'accord et le PAM a conclu des accords locaux d'association avec plus de 1 200 ONG sur le terrain. La consultation avec les ONG organisée chaque année par le PAM constitue un autre moyen de resserrer les

partenariats avec ces organisations. Ces discussions ont pour but de rapprocher les vues du PAM et des ONG qui lui sont associées et de leur permettre de trouver des moyens de renforcer les modalités de collaboration.

Lors de la consultation de 1999, il a été abordé pendant les deux journées de discussion neuf thèmes allant des "Possibilités de plaidoyer commun" à des questions d'intérêt commun comme "Les besoins nutritionnels particuliers des femmes et des petits enfants", "La collaboration avec l'armée", "La sécurité du personnel" et "Les problèmes de financement".

Toujours en 1999, le PAM a procédé à une étude de huit pays tendant à évaluer ses partenariats avec les ONG. La conclusion sur laquelle a débouché cette évaluation est que la collaboration avec des ONG est essentielle dans les pays où les capacités administratives ou l'infrastructure sont déficientes. Les conclusions de cette évaluation sont extrêmement encourageantes pour l'avenir de l'association entre le PAM et les ONG, qui est non seulement avantageuse de part et d'autre mais aussi bénéfique pour les groupes secourus. Le PAM a déjà commencé à appliquer les recommandations qui en découlent et met au point des directives qui permettront de resserrer la coordination et de rationaliser les partenariats grâce à la conclusion d'accords locaux standard.

Intégration des questions de parité hommes-femmes

Le PAM a coprésidé avec l'UNICEF le Sous-Groupe de travail du Comité permanent interorganisations sur la parité hommes-femmes dans le contexte de l'assistance humanitaire, qui a approuvé une politique générale à ce sujet en mai 1999. Conformément à cette nouvelle politique, le PAM a entrepris de revoir les documents et outils de formation concernant la parité hommes-



femmes dans les situations d'urgence, afin de pouvoir mieux réagir en pareil cas.

La parité hommes-femmes est une question qui n'intéresse pas seulement les femmes, mais aussi les hommes, et qui est directement liée aux changements qui doivent marquer leur attitude à l'égard des femmes si l'on veut que ces dernières puissent jouer le rôle qui leur revient. Dans cet esprit, le PAM encourage ses fonctionnaires de sexe masculin à faire preuve d'une attitude positive à cet égard en assumant la responsabilité des efforts déployés dans cette direction. A l'heure actuelle, 17 des 108 responsables des activités pour la promotion de l'égalité entre les sexes sont des hommes. Les fonctionnaires du PAM, les agents des organismes de contrepartie et les bénéficiaires, hommes et femmes, sont formés à l'analyse des sexes et des spécificités. L'expérience montre qu'une fois formés à la problématique hommes-femmes, des spécialistes de sexe masculin peuvent exercer une influence puissante, particulièrement auprès des groupes de bénéficiaires de sexe masculin.

Au **Pérou**, tous les projets du PAM soulignent expressément la participation et l'habilitation des femmes. Dans le cadre de son projet d'appui aux micro-entreprises spécialement destiné aux femmes, le PAM fournit une série de services d'appui intégré comportant des éléments d'aide alimentaire, de crédit, d'assistance technique et de formation aux affaires. Grâce à cette initiative, les femmes ont pu non seulement accroître leurs revenus mais aussi apprendre à lire et à écrire, ce qui a rehaussé leur respect d'elles-mêmes et renforcé leur rôle dans les décisions aussi bien au foyer qu'au sein de la communauté. De fait, bon nombre des femmes participant au projet occupent désormais aussi des postes de responsabilité. Dans le cadre d'un autre projet, les femmes jouent un rôle important dans la régénération des ressources naturelles limitées sur lesquelles peuvent compter leurs communautés.

A **Madagascar**, une équipe de superviseurs du PAM a milité avec détermination en faveur de la participation des femmes à toutes les activités vivres-contre-travail dans le sud du pays, où les femmes sont traditionnellement marginalisées. L'équipe a maintenant gagné la confiance des populations, et 50 pour cent des membres des comités sont désormais des femmes. En outre, d'autres activités ont été entreprises pour promouvoir l'alphabétisation, des activités économiques à petite échelle et des programmes élémentaires de développement de l'agriculture. L'équipe d'animateurs sur le terrain a apporté une contribution importante à toutes ces communautés en prônant systématiquement la participation des femmes comme des hommes aux activités de développement ayant une incidence positive sur leurs conditions de vie individuelles et communautaires.

En **Egypte**, le PAM a distribué des vivres pour appuyer la colonisation de terres dans des régions désertiques. Les conditions du projet énoncent que 20 pour cent des terres doivent être enregistrées au nom d'une femme et que des cartes d'identité doivent être délivrées à toutes les femmes.

En **République dominicaine**, des distributions de rations ont permis à plus de 1 000 femmes de participer à des cours de formation grâce auxquels elles sont en mesure désormais de produire des articles à vendre sur les marchés locaux. Non seulement les femmes ont acquis le respect de la communauté tout entière, mais elles ont aussi réussi à faire inscrire à leur nom leurs propres lopins de terre.

En **Chine**, les femmes constituent 40 pour cent des participants aux activités vivres-contre-travail appuyés par le PAM. En outre elles sont régulièrement consultées à toutes les phases de ces initiatives qui donnent lieu à la mise en place durable d'éléments d'infrastructure qui améliorent directement leurs conditions de vie,

comme des systèmes d'approvisionnement en eau potable et des unités de génération d'énergie au moyen de la biomasse. Un élément d'éducation sanitaire pour les femmes est intégré à tous les projets du PAM en Chine.

Le cas le plus frappant est peut-être le



Programme d'appui au développement des groupes vulnérables réalisé par le PAM au **Bangladesh**, qui, depuis son lancement, en 1974, a débouché sur l'habilitation de plus de trois millions

de femmes. Non seulement le programme leur a permis de gagner de l'argent en leur apprenant à gérer de petites entreprises mais elles participent désormais plus équitablement aux décisions familiales et communautaires.

Equilibre entre les sexes

En décembre 1999, les effectifs du PAM sur toute l'année étaient de 5 248 personnes,

titulaires de différents types d'engagement: 2 355 agents étaient titulaires de nominations d'une durée supérieure à 12 mois, le reste étant employé au titre de nominations pour des périodes de moins d'un an.

Le PAM s'est employé énergiquement à accroître la proportion de femmes dans ses rangs, de sorte que plus de la moitié des fonctionnaires nouvellement recrutés dans ces catégories en 1999 ont été des femmes, contre 35 pour cent en 1995. La proportion de femmes dans cette catégorie est passée de 18 pour cent en 1991 à 34 pour cent en 1999, ce chiffre étant de 35 pour cent pour le système des Nations Unies dans son ensemble. Alors que l'objectif fixé au niveau de l'ensemble du système des Nations Unies, qui consisterait à compter autant de femmes que d'hommes dans la catégorie des administrateurs, n'a pas encore été atteint, le PAM poursuit activement ce but en tenant compte de cette exigence dans le système d'appréciation du comportement professionnel des directeurs de programmes du PAM.

Bulletin sur l'égalité hommes-femmes

Le PAM publie un **bulletin d'information sur l'égalité hommes-femmes** depuis 1994. Ce bulletin contient des nouvelles et de brèves mises à jour sur la promotion de l'égalité entre les sexes au sein du système des Nations Unies et des informations sur la mise en oeuvre des engagements du PAM à l'égard des femmes partout dans le monde. Chaque numéro contient également des statistiques sur le recrutement des nouveaux fonctionnaires, sous l'angle de l'égalité entre les sexes. Le bulletin est de plus en plus suivi: son tirage, initialement de 300 exemplaires, dépasse actuellement 2 000 en anglais seulement. Le bulletin est traduit en arabe, en espagnol et en français et le bureau du PAM en Chine le fait également traduire sur place en chinois. Depuis mars 1999, le Bulletin peut être consulté en quatre langues officielles des Nations Unies sur le site web du PAM (<http://home.wfp.org/genderweb>). La publication du **Bulletin sur l'égalité hommes-femmes** est financée par le Gouvernement finlandais.

Renforcement des capacités

Formation du personnel

En 1999, le PAM a mené à bien plusieurs initiatives tendant à renforcer les capacités du personnel.

• **Sécurité** Les fonctionnaires du PAM étant, de plus en plus, appelés à travailler dans des conditions très dangereuses, la priorité la plus élevée a été accordée en 1999 au programme de formation et de sensibilisation à la sécurité. Pendant le courant de l'année, plus de 5 000 fonctionnaires et agents contractuels ont reçu une formation de sensibilisation à la sécurité dans le cadre de séminaires organisés au siège comme dans les bureaux de pays. Ces stages ont pour buts:

- de familiariser les fonctionnaires avec les problèmes, incidents et pratiques qui risquent d'affecter leur sécurité personnelle sur le terrain ainsi qu'avec les précautions à prendre dans leurs activités quotidiennes;
- de faire en sorte que les fonctionnaires respectent plus rigoureusement les politiques de sécurité en vigueur au lieu d'affectation;
- de donner un aperçu général des pratiques et des politiques appliquées en matière de sécurité par le système des Nations Unies et de montrer la façon dont ces pratiques et politiques affectent chaque fonctionnaire. Toutes les politiques et procédures du PAM dans ce domaine doivent être conformes aux règlements et politiques établis par le Coordonnateur des mesures de sécurité des Nations Unies;
- de sensibiliser les fonctionnaires en poste sur le terrain et les personnes à leur charge aux précautions à prendre lorsqu'ils se rendent dans leur lieu d'affectation ou dans

leurs déplacements dans la ville où ils sont en poste ou entre divers lieux d'affectation.

• **Manuel de conception des programmes**

Le passage à une approche fondée sur les programmes de pays et la poursuite du mouvement de décentralisation ont exigé l'élaboration de nouvelles politiques et directives opérationnelles. Le Manuel de conception des programmes s'applique à toutes les catégories d'activités du PAM. Le Manuel se rattache directement aux informations les plus récentes, notamment les directives, procédures et pro forma. Existant uniquement sous forme électronique, toutes les parties du manuel peuvent être mises à jour à tout moment et quiconque a accès à Internet peut consulter en ligne la version révisée dans les 12 heures de sa publication. En outre, une version mise à jour sur CD-ROM est publiée tous les deux mois et distribuée systématiquement à tous les bureaux de terrain. L'accès à l'information est la clé d'une conception efficace des programmes. Pour veiller à l'efficacité de cet instrument, le Manuel est constamment mis à jour pour tenir compte des informations envoyées par le terrain et incorporer les recommandations formulées par des équipes internes comme celle chargée de l'aide alimentaire au service du développement.

• **Gestion** Le PAM a mis au point un programme de formation à la gestion, d'une durée de huit jours, qui comprend des modules sur la gestion du changement, la gestion des performances, l'aide alimentaire au service du développement, la gestion de situations d'urgence complexes, l'autogestion et la gestion du personnel devant travailler longtemps dans des conditions tendues, le programme d'amélioration de la gestion financière et les achats. A la fin de 1999, cette formation avait été dispensée à 112 fonctionnaires.

• **Evaluation des besoins** Le Groupe d'évaluation des situations d'urgence du PAM a

achevé en octobre 1999 l'élaboration des "Directives sur l'évaluation des besoins pendant les situations d'urgence". Des stages de formation faisant appel à ces nouveaux principes ont ensuite été organisés, pour qu'un plus grand nombre de fonctionnaires du PAM soient en mesure d'entreprendre des évaluations des besoins. Les directives permettent au personnel d'acquérir:

- les techniques d'évaluation des besoins d'aide alimentaire d'urgence;
- les méthodes de calcul des besoins d'aide alimentaire des ménages;
- les informations sur les méthodes à suivre pour appliquer l'"approche de l'économie alimentaire des ménages" et réaliser des évaluations participatives rapides; et
- les aspects essentiels de la nutrition.

• **Guide sur l'alimentation et la nutrition**

En 1999, le PAM a publié un Guide sur l'alimentation et la nutrition pour diffuser parmi un public plus large l'expérience acquise concernant les principaux aspects de l'alimentation et de la nutrition. Grâce à ce Guide, les fonctionnaires du PAM peuvent plus facilement évaluer et analyser l'état nutritionnel général dans une situation donnée et décider si une aide alimentaire peut contribuer à prévenir ou à atténuer la malnutrition et montre, le cas échéant, comment les interventions les mieux appropriées doivent être conçues et appliquées.

• **Directives concernant les études**

environnementales Pendant le premier semestre de l'année, des directives ont été publiées pour aider les fonctionnaires à appliquer la politique environnementale du PAM, intitulée "Le PAM et l'environnement — Problèmes et priorités", approuvée par le

Conseil d'administration en septembre 1998. Ces directives exposent dans leurs grandes lignes les mesures à prendre pour veiller à ce que les facteurs environnementaux soient pris en considération à toutes les étapes de la programmation, de l'exécution et du suivi tout en fournissant les méthodes pertinentes pour leur application sur le terrain (notamment des listes de contrôle ou des canevas-types d'études).

Faire participer les communautés locales

Le PAM a entrepris un certain nombre d'initiatives pour renforcer la participation communautaire à la fourniture de l'aide alimentaire.

Dans le sud du Soudan, le PAM applique une approche participative axée sur la communauté pour cibler son assistance et distribuer les vivres aux ménages les plus vulnérables. C'est la communauté qui élit ou nomme les membres des comités, dont 50 pour cent sont des femmes. Cette approche a renforcé la participation des femmes à la gestion de l'aide alimentaire et a réussi à faire en sorte que les vivres soient distribués plus équitablement. Néanmoins, le recours à des méthodes de ciblage et de distribution participatives axées sur les communautés a également soulevé un certain nombre de problèmes épineux:

- les comités ne représentent pas nécessairement toutes les populations de la région et certaines d'entre elles, qui remplissent les conditions pour recevoir une aide alimentaire, n'ont pas pu profiter des distributions;
- en raison de différences de culture et de traditions, le PAM et les dirigeants locaux ne sont pas toujours d'accord sur les groupes

de la communauté qui doivent être considérés comme les plus vulnérables;

- les structures communautaires, en période de conflit ou de pénurie vivrière, ne peuvent pas résister aux pressions et éviter que les vivres soient détournés et distribués à d'autres groupes.

Cela étant, le PAM a fait entreprendre en 1999 une analyse indépendante de ses systèmes de ciblage et de distribution dans le sud du Soudan, à la suite de quoi il a adopté les différentes mesures ci-dessous pour résoudre ces problèmes:

- la constitution de comités plus représentatifs qui reflètent les intérêts des groupes marginalisés;
- l'assouplissement des modalités de distribution pour tenir compte des idées différentes que les populations locales se font des besoins;
- la formation d'agents locaux pour préparer le PAM à mieux répondre aux questions de caractère culturel.

Au **Pérou**, l'assistance fournie par le PAM aux communautés paysannes (*comunidades*

campesinas) comprend notamment une formation des membres de la communauté à la gestion financière (par exemple la gestion de fonds autorenewables de crédit) ainsi qu'une formation à la gestion des ressources naturelles conçue pour améliorer la conservation des sols et les techniques agricoles et forestières. Les communautés ainsi dotées des moyens pour investir dans leur avenir sont suffisamment motivées pour entretenir l'infrastructure ainsi créée lorsque l'aide alimentaire n'est plus nécessaire. Les bénéficiaires interrogés à ce sujet affirment que la formation est l'élément du projet dont ils tirent le plus grand bénéfice.

En 1999, le PAM et la **Société internationale pour le développement (SID)** ont lancé conjointement une initiative tendant à sensibiliser davantage les communautés à la question de la sécurité alimentaire et à ce qu'elles peuvent faire elles-mêmes pour combattre la faim. Appelée "Sécurité alimentaire et modes de subsistance durables: Innovations locales contre la faim", cette initiative contribuera à recentrer l'action aussi bien nationale qu'internationale sur les problèmes de la faim et de la pauvreté. Avec l'appui du PAM, la SID a recours à son vaste réseau de militants et d'organisations concernés afin de:

- documenter les initiatives locales de nature à améliorer la sécurité alimentaire au niveau général et local;
- échanger des informations avec des groupes et organismes divers sur les bons résultats obtenus grâce à ces efforts;
- appeler l'attention des décideurs sur l'expérience acquise et les innovations introduites ainsi que sur les difficultés auxquelles se heurtent les communautés pour renforcer leur sécurité alimentaire;
- faire mieux connaître les problèmes de la faim et de la sécurité alimentaire.



Rationalisation des capacités institutionnelles

Dans le cadre des efforts qui ne cessent d'être faits par le PAM pour renforcer et rationaliser les procédures opérationnelles internes, un certain nombre d'initiatives nouvelles ont été prises tandis que d'autres ont été améliorées ou affinées.

Bureau de l'Inspecteur général En 1999, le Bureau de l'Inspecteur général (OEDI) a publié des rapports sur huit inspections et investigations, y compris deux rapports sur la suite donnée à ses recommandations. Lesdits rapports ont porté, entre autres, sur les questions suivantes: perte de produits alimentaires, sécurité dans les entrepôts, sécurité du personnel, fraudes en matière d'achats, harcèlement, abus de pouvoirs, conseils sur les structures organisationnelles et utilisation des moyens de communication, comme l'Internet et le courrier électronique. En diffusant les enseignements tirés de ses études, OEDI a facilité l'adoption de mesures préventives et a collaboré étroitement avec les autres services du PAM pour identifier les domaines vulnérables et publier de nouvelles directives. Le Bureau a organisé en coopération avec le Gouvernement des Etats-Unis un séminaire intensif sur les investigations, axé principalement sur les enseignements à tirer de ses activités précédentes, auquel ont participé 14 institutions des Nations Unies.

Bureau de la vérification interne des comptes

Le Bureau de la vérification interne des comptes (OEDA) a continué de s'employer à accroître la transparence et à renforcer l'obligation redditionnelle. La mise en place du Système automatisé de suivi des audits a été achevée en 1999. Ce système interne est une base de données sur toutes les activités d'audit et sert à suivre l'application des recommandations formulées par les différents services du PAM

et à analyser les tendances ainsi que les éléments qui ont motivé les observations des auditeurs. En plus de l'ATS, le modèle d'évaluation des risques qui a été élaboré en 1996 a été mis à jour et c'est sur cette base qu'ont été sélectionnés les sept bureaux de pays qui ont fait l'objet d'un audit en 1999. En tout, il a été formulé 221 recommandations, dont 82 se rapportant à des audits réalisés l'année précédente.

Au siège, OEDA a mené un audit approfondi des services informatiques ainsi qu'un examen de la conformité 2000 des systèmes, plus un certain nombre d'études concernant:

- l'application du modèle de transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM);
- le Manuel concernant les achats d'articles non alimentaires;
- le Programme d'amélioration de la gestion financière (y compris le développement des systèmes, des applications et des produits (SAP) dans le contexte du traitement des données);
- les audits externes locaux des fonds provenant de la monétisation de produits;
- la gestion des devises;
- la sélection des gestionnaires des placements.

Renforcement des communications

Etre en mesure de réagir efficacement face aux situations d'urgence a été l'un des principaux défis auxquels le PAM a été confronté en 1999. A cet effet, deux équipes d'intervention rapide et d'appui pour l'informatique et les télécommunications (FITTEST) ont été établies en Afrique et en Asie. Il a été acheté pour 2,4 millions de dollars de nouveau matériel de télécommunications et, pendant l'année,



il a été envoyé sur le terrain 56 missions techniques pour fournir une assistance immédiate ou améliorer les moyens locaux de télécommunications. Sur la base de l'expérience ainsi acquise, des ateliers et des stages ont été organisés dans le but d'assurer la formation permanente des fonctionnaires et leur permettre d'utiliser efficacement les moyens de télécommunications du Programme.

Ces dernières années, le PAM a mis au point un système de courrier électronique simple et bon marché — le Système d'acheminement du courrier jusqu'aux localités reculées — qui permet d'échanger par radio, d'un point fixe ou d'un véhicule mobile, différentes formes de données (tableaux, mémorandums, données concernant le suivi des produits ou même images numériques). L'utilisation de la radio évite de devoir dépendre de l'infrastructure publique, comme les lignes téléphoniques ou les prestataires de services Internet, et est une formule beaucoup moins onéreuse que l'envoi de courrier électronique par les lignes téléphoniques satellitaires, qui est souvent la seule autre solution possible.

En 1999, le PAM a, pour la première fois, déployé ce système pendant la période initiale des opérations d'urgence. En Amérique centrale après le cyclone Mitch, pendant la crise au Kosovo ainsi qu'en Ethiopie et au Timor oriental, les spécialistes des télécommunications ont été au nombre des premiers agents du PAM à se trouver sur place et ont établi des moyens de communication d'une importance vitale à un moment où les lignes téléphoniques étaient hors service. Au Timor oriental, le déploiement de ce système a fait partie intégrante d'une vaste opération interorganisations, le PAM fournissant des services de courrier électronique et des services opérationnels de télécommunications à la plupart des organismes humanitaires. Ce système d'acheminement et ses antennes locales ont permis de fournir gratuitement des services

de courrier électronique et d'information à sept institutions des Nations Unies et à neuf ONG et ont constitué la base de l'expansion du réseau régional d'information du PAM.

Le PAM a également commencé pendant l'année à mettre en place le Réseau renforcé de télécommunications ("ETNET"), qui améliorera la structure des télécommunications existante dans plus de 20 bureaux de pays et permettra de transmettre de manière fiable, rapide et économique des communications vocales, des textes et, dans un nombre limité de bureaux, des images vidéo. Le PAM collabore avec le Département des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies à l'installation de six des sites ETNET.

WFPgo Le réseau interne du PAM connu sous le nom de WFP Global Office (WFPgo), a été établi en 1999 pour permettre à tous les bureaux du PAM, où qu'ils se trouvent, d'avoir facilement accès à tous les documents officiels du PAM, et spécialement à ses manuels, directives, circulaires et instructions. Le contenu de ce site web existe également sur CD-ROM, mis à jour tous les deux mois, pour les bureaux se trouvant dans des pays où il est difficile ou impossible de se raccorder à l'Internet.

Renforcement du ciblage — Analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV)

Les profonds bouleversements et les changements rapides de circonstances entraînés par les catastrophes créent, littéralement du jour au lendemain, de nouveaux besoins et de nouveaux usagers de l'information. Les effectifs et l'emplacement des populations sinistrées, l'étendue et la localisation des dégâts, l'identification des ressources et des besoins, les régions où doivent être entrepris des projets d'assistance et les facteurs qui influent sur la sécurité des populations sinistrées sont autant d'éléments qui revêtent une importance capitale. En 1999, l'Unité ACV du PAM

a joué un rôle critique en appuyant les opérations de secours de grande envergure mises sur pied au Kosovo, au Timor oriental, au Viet Nam et en Chine.

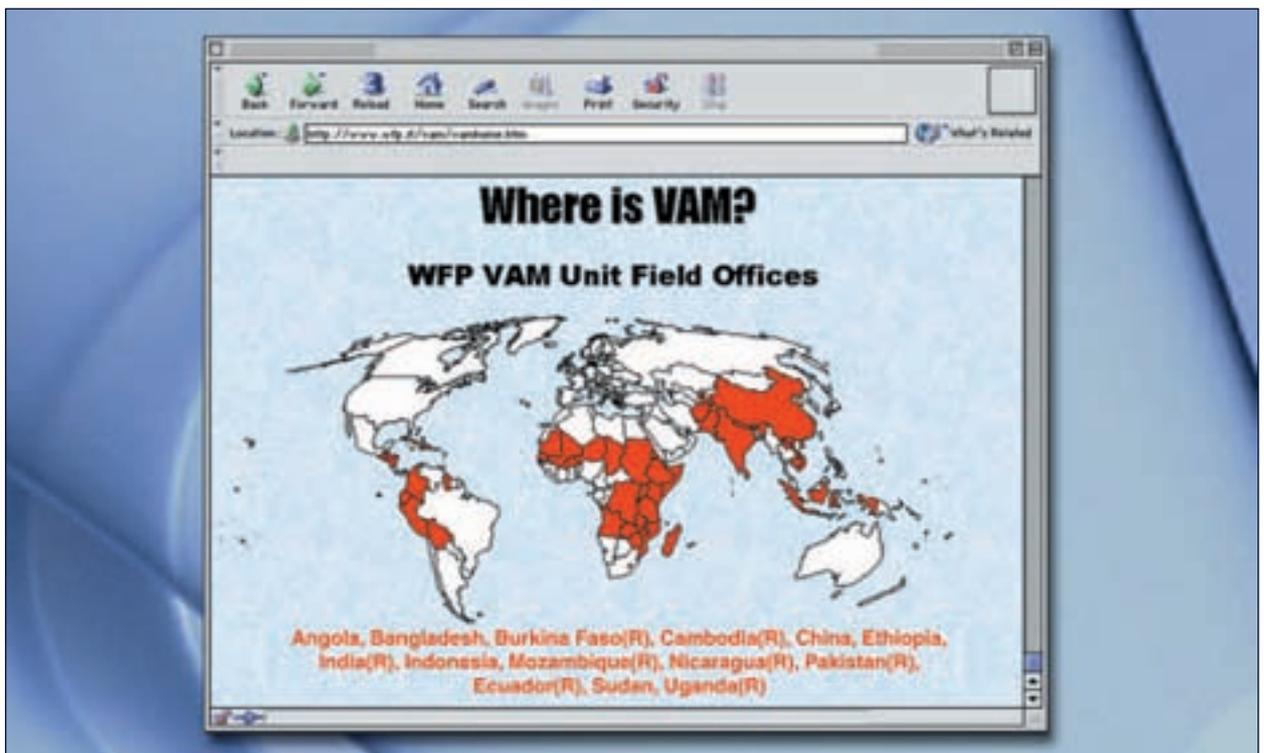
Dans ces **opérations de secours** de grande envergure, des fonctionnaires expérimentés de l'Unité ACV aident les agents locaux à rassembler, trier, analyser et interpréter les informations disponibles pour orienter les activités de secours. L'Unité ACV aide également à identifier à l'avance les informations à rassembler et coordonne ses activités et celles des autres institutions en utilisant, chaque fois que cela est possible, un cadre commun pour éviter que les évaluations et les rapports ne fassent double emploi. A mesure que les activités s'orientent non plus tant vers les secours mais plutôt vers le redressement, la base de données de l'Unité ACV permet de planifier les activités de suivi.

Les données rassemblées par les services ACV des bureaux de terrain sont également intégrées au processus de planification des **activités de**

développement du PAM pour que les activités soient ciblées sur les régions et les ménages qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire.

Il ne faut pas sous-estimer les ressources nécessaires pour garantir des données fiables et disponibles en temps opportun. Malgré le coût élevé de cette exigence, de deux à 10 pour cent du coût total d'un programme, l'expérience a montré qu'habituellement, lorsque l'on ne dispose pas de données fiables permettant de prendre des décisions informées quant aux ressources à allouer aux programmes, jusqu'à 15 pour cent des vivres ne parviennent pas, ou parviennent trop tard, à ceux qui en ont le plus besoin.

Dans le cadre du Système d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité (SICIVA), établi à la suite d'une recommandation formulée par le Sommet mondial de l'alimentation en 1996, les organismes des Nations Unies, ainsi que la communauté du développement en général, s'emploient à rassembler des informations



Les systèmes locaux de données en Afghanistan

plus précises sur les incidents et les éléments qui contribuent à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'Unité ACV du PAM a joué un rôle constructif au sein du Groupe de travail interinstitutions sur le Système d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité (SICIVA) en lui fournissant des ressources financières et un appui technique et il a, dans plusieurs pays, dirigé les activités d'information et de cartographie. L'Unité ACV du PAM participe aux activités menées dans 22 des 42 pays où un programme SICIVA est déjà en place.

Suivi et évaluation Les évaluations entreprises par le PAM en 1999 ont porté principalement sur les opérations de secours. Trois opérations d'urgence et une intervention prolongée de secours ont donc été évaluées pendant l'année. Trois évaluations thématiques ont également été menées à bien, dont deux ont porté sur les secours et la troisième sur les partenariats entre le PAM et les ONG. En outre, un programme de pays et l'ensemble des projets de développement réalisés dans un pays ont été évalués pour trouver de nouveaux moyens d'appuyer la restructuration du PAM et de modifier les pratiques qui ne sont pas de nature à la faciliter.

Le PAM aborde maintenant une période pendant laquelle doit être préparée la deuxième génération de schémas de stratégie de pays (SSP) et de programmes de pays. A la lumière des conclusions tirées des examens réalisés jusqu'à présent, les évaluations des programmes de pays devront, à l'avenir, tendre plutôt à analyser les progrès accomplis en ce qui concerne la réalisation des objectifs d'ensemble des programmes plutôt qu'à apprécier les résultats des différentes activités. Un canevas normalisé devra être établi pour unifier les méthodes d'évaluation comparative dans le but de mesurer les résultats des évaluations de programmes de pays.

En 1997, l'Unité ACV du PAM et le bureau du Programme en Afghanistan, avec un soutien financier des Pays-Bas et la collaboration technique de l'organisme britannique Save the Children Fund, ont entrepris un projet pour essayer de mieux comprendre les éléments déterminants de la sécurité alimentaire en Afghanistan. Ce projet tendait en particulier à déterminer:

- *les régions du pays où l'insécurité alimentaire était la plus grave;*
- *à l'intérieur de ces régions, les groupes qui souffraient le plus de l'insécurité alimentaire;*
- *en cas d'urgence — tremblements de terre, sécheresses ou déplacements de populations — combien de personnes verraient leur sécurité alimentaire menacée dans une région donnée;*
- *quelles étaient les rations dont auraient besoin les différents types de ménages; et*
- *la quantité totale de produits qui serait nécessaire.*

Sur la base de ces informations, le PAM a pu prédire les effets de mauvaises récoltes ou de hausses des prix sur les secteurs les plus pauvres de la population dans différentes régions du pays et déterminer si des secours alimentaires seraient nécessaires, qui devrait en bénéficier et quelles seraient les quantités à distribuer. Les informations recueillies dans les régions rurales souffrant d'insécurité alimentaire ont été utilisées en 1999 pour définir les catégories de bénéficiaires, la composition des rations et les quantités de vivres à distribuer en cas de tremblements de terre, de blocus, de déplacements internes ou de sécheresses ainsi que pour cibler les secours distribués dans les quartiers urbains.

Le PAM et les autorités afghanes ont récemment élaboré une base de données ACV pour disposer d'informations plus exactes et pouvoir calculer plus rapidement les besoins alimentaires des différents ménages lorsqu'il survient des changements de circonstances dans la production, les prix ou la population. Le bureau du PAM dans le pays continue de s'employer à améliorer le système de collecte de données dans différents domaines. Les informations sont rassemblées principalement par les hommes et auprès des hommes. Les équipes chargées du projet ont parfois pu interroger les filles mais il a été très difficile pour elles de s'enquérir des vues des femmes dans leurs évaluations.

SUIVI DES CONFÉRENCES INTERNATIONALES

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes: de Beijing à Beijing+5

A la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995, le PAM a présenté une série d'Engagements en faveur des femmes (1996-2001) fixant à son action future des objectifs aussi bien quantitatifs que qualitatifs. L'année suivante, le PAM a institué plusieurs mécanismes institutionnels au sein de l'Organisation pour faciliter la mise en oeuvre de ces engagements, notamment une équipe spéciale pour la parité hommes-femmes au siège, des responsables dans tous les bureaux extérieurs et un Groupe pour la parité hommes-femmes chargé de fournir un appui technique et d'organiser des réunions régionales de formation. Des mesures spéciales ont également été adoptées pour améliorer le ciblage sur les femmes de tous les programmes du PAM. Malgré toutes ces mesures, le PAM devra redoubler d'efforts pour atteindre un plus grand nombre de femmes à l'avenir.

L'examen à mi-parcours de la mise en oeuvre des Engagements en faveur des femmes qui a été réalisé en 1998 a montré que le PAM peut faire plus pour satisfaire les besoins stratégiques des femmes. A la suite de cet examen, le PAM a entrepris de modifier nombre de ses procédures pour intégrer la problématique hommes-femmes à toutes ses activités. Une liste de contrôle spéciale a été mise au point afin de mesurer, lors de l'évaluation des projets, les progrès accomplis sur la voie de la mise en oeuvre des Engagements en faveur des femmes tandis que les bureaux de pays ont également mis à jour leurs plans d'action pour la parité hommes-femmes conformément aux recommandations formulées à l'issue de cet examen.

L'égalité entre hommes et femmes n'est pas seulement une question de chiffres: il s'agit aussi

de la qualité des résultats obtenus et de l'impact des activités. Les fonctionnaires du PAM ainsi que les organismes qui lui sont associés aussi bien pour les activités de développement que de secours devront continuer de s'employer à identifier des mesures propres à renforcer l'habilitation des femmes et mettre au point des méthodes pour les appliquer.

Pour limiter le risque encouru par les femmes qui, dans les situations de conflit, sont parfois en danger par le seul fait de posséder des biens très recherchés comme les vivres reçus du PAM, l'Organisation se montre désormais très prudente lorsqu'elle sélectionne la ration ainsi que le moment et le lieu des distributions et elle s'attache à mettre en oeuvre des mesures de sécurité supplémentaires pour mieux garantir la sécurité des femmes auxquelles elle fournit des secours.

Sommet mondial pour le développement social: Copenhague+5

Les activités de développement du PAM sont étroitement liées aux questions évoquées lors du Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague en 1995.

L'approche stratégique appliquée par le PAM pour favoriser le développement, telle qu'elle est exposée dans la politique approuvée à ce sujet, tend à surmonter le cycle vicieux de la faim et de la pauvreté qui empêche les pauvres de tirer parti des possibilités de développement social et économique. Le PAM utilise l'aide alimentaire comme un moyen de permettre aux pauvres de créer et de préserver un capital. Il s'efforce tout particulièrement de veiller à ce que chaque intervention soit conçue de manière à offrir



des possibilités de développement aux plus pauvres des pauvres, et spécialement aux femmes, et à créer des avoirs durables.

L'expérience acquise par le PAM montre clairement le rôle critique que jouent les approches participatives. Les femmes qui cultivent la terre, et particulièrement les femmes chefs de ménage, ont peu à peu été intégrées plus étroitement à leurs associations communautaires locales. L'expérience montre cependant aussi qu'il faudra redoubler d'efforts pour surmonter les résistances rencontrées au fur et à mesure que croît la participation des femmes à ces activités.

Le PAM opère également dans le secteur de la santé en appuyant des projets et en distribuant des rations aux femmes et aux enfants pauvres qui viennent se faire suivre dans les centres de santé maternelle et infantile. La collaboration et le partenariat qui ont été établis avec les autres institutions et organisations intéressées ont beaucoup contribué à faire en sorte que les soins et les services offerts par ces centres où les femmes sont poussées à venir avec leurs enfants car elles y reçoivent une aide alimentaire, soient de qualité adéquate.

Progrès accomplis en matière d'Éducation pour tous: Jomtien+10

Le Sommet sur l'éducation pour tous qui s'est tenu à Jomtien (Thaïlande) en 1990 a centré l'attention de la communauté mondiale sur la nécessité pressante de dispenser une éducation de base à tous les enfants, adolescents et adultes et de les équiper pour la vie.

En harmonie avec cette initiative, le PAM appuie de longue date les activités d'éducation grâce à ses programmes d'alimentation scolaire. Depuis la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, en 1995, le PAM a renforcé son engagement dans le domaine de l'éducation en veillant à ce que

50 pour cent des ressources disponibles pour ses programmes d'alimentation scolaire soient orientées vers les filles afin de contribuer à éliminer l'inégalité entre garçons et filles dans l'enseignement primaire. L'éducation et la formation, spécialement pour les femmes et les filles, constituent l'un des cinq objectifs stratégiques de la politique du PAM visant à favoriser le développement.

Suivi du Sommet mondial de l'alimentation

Toutes les politiques et tous les programmes du PAM tendent à atteindre l'objectif fixé par le Sommet mondial de l'alimentation, à savoir réduire le nombre de personnes qui, partout dans le monde, sont sous-alimentées.

Dans les zones de conflit, le PAM appuie les mesures de consolidation de la paix au moyen de stratégies conçues pour habiliter les populations, et spécialement les femmes, et pour aider à réparer les dégâts sociaux causés par la guerre et les troubles civils. En Éthiopie et au Soudan, par exemple, le PAM encourage l'habilitation des femmes en leur remettant les vivres directement, ou en distribuant les vivres à des groupes communautaires au sein desquels les femmes sont bien représentées. En Ouganda, le PAM appuie la création d'avoirs communautaires par les groupes de femmes et de jeunes, dans le but de faire ainsi revivre la tradition *Acholi* du travail en équipe.

L'essentiel, pour réaliser les objectifs fixés par le Sommet mondial de l'alimentation, consiste à réaliser des activités de développement qui permettent aux bénéficiaires de créer des avoirs et de les entretenir durablement. Cependant, par suite de la diminution des ressources disponibles aux fins des activités de développement et de la place de plus en plus large qu'occupent les interventions d'urgence, le PAM n'a pas pu

contribuer autant qu'il l'aurait souhaité à la réalisation des objectifs du Sommet.

Le PAM a recours à des partenaires pour faire en sorte que l'assistance alimentaire se conjugue à d'autres ressources pour aider les populations à combattre la faim. Il participe activement au Groupe des Nations Unies pour le développement, au Comité exécutif pour les affaires humanitaires et au Comité permanent interorganisations. Il est particulièrement important aux yeux du PAM de resserrer sa collaboration avec les deux autres institutions basées à Rome, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

L'un des principes dont le PAM s'inspire dans la mise en oeuvre de sa politique visant à favoriser le développement est que l'aide alimentaire doit non seulement satisfaire les besoins immédiats mais aussi les objectifs de développement à plus long terme. Ses interventions accordent la priorité aux besoins des femmes et des enfants, chez qui une nutrition inadéquate risque d'avoir les conséquences négatives les plus durables.

L'Unité ACV du PAM, en collaboration avec le SICIVA de la FAO, travaille à la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation. Ensemble, ils rassemblent, mettent à jour et fournissent des informations sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité au plan national.

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT

Depuis mai 1999, date à laquelle le Conseil a approuvé la nouvelle politique intitulée "Favoriser le développement", le PAM a organisé un certain nombre de réunions régionales qui ont aidé à harmoniser le portefeuille de projets de développement du PAM et les orientations générales définies par le Conseil d'administration concernant l'aide alimentaire au service du développement. Des ateliers ont été organisés au Burkina Faso, en Chine, en Colombie, en Egypte, au Mali, en Ouganda, au Pérou et à Sri Lanka, auxquels ont assisté les directeurs de programmes et le personnel des projets du PAM et, à certaines occasions, des représentants des ONG internationales et nationales associées et des gouvernements bénéficiaires. A cette occasion, des directives unifiées ont été élaborées pour l'examen des activités de développement en cours, pour déboucher sur la formulation d'une nouvelle génération de programmes de pays et de projets de développement. Lors de ces ateliers la réflexion a porté notamment sur le ciblage des activités sur les populations souffrant d'insécurité alimentaire, la coordination et la création de partenariats au sein de la communauté humanitaire, la programmation logistique et le repositionnement de stocks qui doivent être suffisants, le renforcement de l'efficacité des activités par rapport à leur coût, l'élan à donner à la participation communautaire et l'intégration aux activités de la problématique hommes-femmes.

L'Equipe spéciale chargée de la politique d'aide alimentaire au service du développement s'emploie à mettre au point les stratégies nécessaires pour apporter les améliorations visant à satisfaire les besoins identifiés tandis que les agents du PAM responsables de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité ont participé à des activités de formation par le biais d'ateliers organisés à Cuba, au Kenya, au Mozambique et à Sri Lanka ainsi qu'à une réunion mondiale, à Rome, pour expliquer l'utilité des méthodes d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité dans le cadre de l'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et d'un meilleur ciblage de l'aide alimentaire dans le cadre des activités de développement.

Le PAM et l'environnement



La politique et les principes appliqués par le PAM en matière d'environnement tendent à promouvoir une gestion rationnelle des ressources naturelles, tandis que ses études tendent à identifier les risques qui pèsent sur l'environnement et les moyens contribuant à atténuer la dégradation de l'environnement.

Près de 50 pour cent des projets de développement du PAM visent à éviter la dégradation de l'environnement. Dans le cadre de ces projets, le PAM a épaulé les efforts déployés au plan international pour combattre la désertification et la dégradation des terres.

Les glissements de terrain dévastateurs causés par le cyclone Mitch, par exemple, ont été imputés à l'étendue du déboisement et à des pratiques agricoles inadéquates, qui ont aggravé la vulnérabilité des terres à l'érosion. Afin d'enrayer la dégradation de l'environnement, l'IPSR menée en Amérique centrale comprend des activités de reboisement et de gestion des bassins versants tendant notamment à accroître la production de bois de feu et à construire des ouvrages de conservation des sols. En outre, pour réduire les temps de cuisson et, de ce fait, la quantité de bois utilisée pour la préparation des repas, le PAM encouragera l'utilisation de cuisinières à meilleur rendement énergétique et de céréales moulues. Des activités vivres-contre-formation seront organisées aussi dans des domaines comme la foresterie et la protection de l'environnement.



Rapport annuel 1999 Annexes



Annexe 1: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE (1996-99)

	1996	1997	1998	1999 ¹
1. Livraisons totales d'aide alimentaire (en millions de tonnes d'équivalent céréales en grains)	7,2	7,4	8,3	14,5
Céréales	6,3	6,5	7,3	13,0
Autres produits	1,0	0,9	1,0	1,5
2. Achat de produits alimentaires dans les pays en développement (en pourcentage du total)	17,0	18,3	16,8	7,4
3. Livraisons d'aide alimentaire par modalité (en pourcentage du total)				
Opérations bilatérales	44,9	30,0	40,0	55,0
Opérations multilatérales (le PAM représentant plus de 95 pour cent)	35,9	42,4	33,3	28,9
ONG	19,1	27,6	26,7	16,1
4. Livraisons d'aide alimentaire par catégorie (en pourcentage du total)				
Programmes	39,5	24,0	32,9	51,0
Secours	37,1	44,9	36,0	32,3
Projets	23,5	31,1	31,0	16,7
5. Livraisons d'aide alimentaire par région (en pourcentage du total)				
Afrique subsaharienne	35,8	33,5	34,1	19,6
Asie	27,7	38,2	39,1	33,8
Europe orientale et CEI	18,1	14,4	10,5	36,5
Amérique latine et Caraïbes	10,5	8,8	12,0	6,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	7,8	5,0	4,3	3,2
6. Livraisons d'aide alimentaire par catégorie de pays (en pourcentage du total)				
Pays en développement	90,3	91,1	93,5	63,9
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	81,7	86,8	86,4	61,5
Pays les moins avancés	46,3	48,2	45,2	30,4
7. Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales exprimée en pourcentage:				
De la production mondiale de céréales	0,3	0,3	0,4	0,7
Des importations mondiales de céréales ²	3,0	3,0	3,4	5,8
8. Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux pays à faible revenu et à déficit vivrier en pourcentage:				
De la production de céréales de ces pays	0,7	0,7	0,8	1,0
Des importations de céréales de ces pays ²	7,6	7,4	9,0	11,6

¹ Les chiffres pour 1999 sont provisoires.

² Les statistiques des importations se rapportent aux périodes allant de juillet à juin de l'année indiquée, sauf dans le cas du riz, pour lequel les statistiques se réfèrent à l'année civile indiquée.

Sources: PAM (INTERFAIS), avril 2000, et FAO, Perspectives de l'alimentation, février 2000.

Annexe 2. VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROGRAMME 1996-99 (en milliers de dollars)

	1996		1997		1998 ²		1999 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
TOTAL GÉNÉRAL	1 077 309	100	1 081 148	100	1 237 547	100	1 430 507	100
DÉVELOPPEMENT	279 091	26	332 692	31	254 319	21	246 464	17
Développement agricole et rural	134 276		185 346		133 855		139 879	
Production agricole	116 037		159 466		99 780		109 029	
Réserves alimentaires	821		-143		2		0	
Infrastructure rurale	16 059		19 725		29 465		24 325	
Colonisation agraire	1 359		6 298		4 608		6 525	
Mise en valeur des ressources humaines	144 815		147 346		120 464		106 584	
SMI et enseignement primaire	122 678		107 465		97 841		87 029	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	22 137		39 881		22 623		19 555	
SECOURS	737 655	68	703 366	65	915 500	74	1 089 356	76
Urgence	488 779		469 029		696 990		797 429	
Sécheresse/mauvaises récoltes	20 255		65 817		235 372		182 808	
Catastrophes causées par l'homme	442 267		285 215		359 207		488 663	
Catastrophes naturelles soudanaises	26 257		117 997		102 411		125 958	
IPSR	248 876		234 337		218 510		291 928	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	157 558		132 992		122 361		226 201	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	91 318		101 345		96 149		65 727	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	18 457	2	20 654	2	34 111	3	34 148	2
FONDS FIDUCIAIRES³	31 124	3	11 077	1	23 920	2	53 965	4
AUTRES⁴	10 982	1	13 359	1	9 697	1	6 574	0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	553 323	100	501 691	100	646 925	100	633 021	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	51		46		52		44	
DÉVELOPPEMENT	90 149	16	96 912	19	81 035	13	83 658	13
Développement agricole et rural	25 067		45 522		41 333		46 557	
Production agricole	19 958		36 623		27 839		33 121	
Réserves alimentaires	821		-143		2		0	
Infrastructure rurale	4 204		8 781		13 126		10 497	
Colonisation agraire	84		261		366		2 940	
Mise en valeur des ressources humaines	65 082		51 390		39 702		37 101	
SMI et enseignement primaire	58 584		45 318		33 944		34 443	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	6 498		6 072		5 758		2 658	
SECOURS	434 568	79	403 959	81	538 551	83	509 492	80
Urgence	256 564		256 717		371 064		317 147	
Sécheresse/mauvaises récoltes	20 200		64 192		56 566		51 243	
Catastrophes causées par l'homme	236 364		187 972		292 071		263 669	
Catastrophes naturelles soudanaises	0		4 553		22 427		2 235	

Annexe 2. VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROGRAMME 1996-99 (en milliers de dollars)

	1996		1997		1998 ²		1999 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
IPSR	178 004		147 242		167 487		192 345	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	106 926		64 080		89 698		152 846	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	71 078		83 162		77 789		39 499	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	13 478	2	5 196	1	19 101	3	11 647	2
FONDS FIDUCIAIRES³	15 128	3	-4 376		8 238	1	28 224	4
ASIE	198 858	100	352 744	100	400 980	100	479 830	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	18		33		32		34	
DÉVELOPPEMENT	100 274	50	149 670	42	102 007	25	100 803	21
Développement agricole et rural	69 626		103 326		61 186		61 608	
Production agricole	66 981		98 332		55 898		55 113	
Réserves alimentaires	0		0		0		0	
Infrastructure rurale	2 687		4 994		5 274		6 499	
Colonisation agraire	-42		0		14		-4	
Mise en valeur des ressources humaines	30 648		46 344		40 821		39 195	
SMI et enseignement primaire	21 728		21 992		24 414		26 676	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	8 920		24 352		16 407		12 519	
SECOURS	89 243	45	194 623	55	294 246	73	370 195	77
Urgence	26 336		112 489		251 684		308 152	
Sécheresse/mauvaises récoltes	56		3		171 046		129 291	
Catastrophes causées par l'homme	23		2 032		3 942		104 486	
Catastrophes naturelles soudaines	26 257		110 454		76 696		74 375	
IPSR	62 907		82 134		42 562		62 043	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	50 632		68 912		32 696		56 633	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	12 275		13 222		9 866		5 410	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	0	0	1 243	0	1 064	0	5 317	1
FONDS FIDUCIAIRES³	9 341	5	7 208	2	3 663	1	3 515	1
EUROPE ORIENTALE ET CEI	165 406	100	77 503	100	57 140	100	139 079	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	15		7		5		10	
SECOURS	157 810	95	74 787	96	56 099	98	136 055	98
Urgence	157 810		74 787		56 099		122 645	
Catastrophes causées par l'homme	157 810		74 787		56 099		122 645	
IPSR	0		0		0		13 410	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	0		0		0		13 410	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	4 979	3	3 045	4	641	1	4 012	3
FONDS FIDUCIAIRES³	2 617	2	-329		400	1	-987	

Annexe 2. VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROGRAMME 1996-99 (en milliers de dollars)

	1996		1997		1998 ²		1999 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES								
Pourcentage pour l'ensemble des régions	60 957	100	52 743	100	63 853	100	117 752	100
	6		5		5		8	
DÉVELOPPEMENT								
Développement agricole et rural	57 178	94	46 106	87	49 259	77	38 010	32
Production agricole	22 895		15 414		19 379		18 176	
Infrastructure rurale	16 561		10 933		8 428		10 781	
Colonisation agraire	6 120		4 480		10 951		7 395	
Mise en valeur des ressources humaines	214		1		0		0	
SMI et enseignement primaire	34 283		30 692		29 880		19 834	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	32 049		29 211		29 893		19 801	
	2 234		1 481		-13		33	
SECOURS								
Urgence	1 185	2	5 647	11	11 324	18	67 559	57
Sécheresse/mauvaises récoltes	1 383		5 633		11 324		50 779	
Catastrophes causées par l'homme	0		1 621		7 750		1 377	
Catastrophes naturelles soudanaises	1 383		1 087		275		54	
IPSR	0		2 925		3 299		49 348	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	-198		14		0		16 780	
	-198		14		0		16 780	
FONDS FIDUCIAIRES³								
	2 594	4	990	2	3 270	5	12 183	10
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD								
Pourcentage pour l'ensemble des régions	87 786	100	83 106	100	58 956	100	54 251	100
	8		8		5		4	
DÉVELOPPEMENT								
Développement agricole et rural	31 491	36	40 002	48	22 018	37	23 993	44
Production agricole	16 689		21 081		11 958		13 539	
Infrastructure rurale	12 537		13 577		7 615		10 015	
Colonisation agraire	3 049		1 469		114		-65	
Mise en valeur des ressources humaines	1 103		6 035		4 229		3 589	
SMI et enseignement primaire	14 802		18 921		10 060		10 454	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	10 318		10 944		9 590		6 109	
	4 484		7 977		470		4 345	
SECOURS								
Urgence	54 851	62	24 350	29	15 284	26	6 055	11
Sécheresse/mauvaises récoltes	46 687		19 402		6 824		-1 295	
Catastrophes causées par l'homme	0		0		0		897	
Catastrophes naturelles soudanaises	46 687		19 337		6 824		-2 192	
IPSR	0		65		0		0	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	8 164		4 948		8 460		7 350	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	0		0		0		3 311	
	8 164		4 948		8 460		4 038	
OPÉRATIONS SPÉCIALES								
	0		11 170	13	13 305	23	13 172	24
FONDS FIDUCIAIRES³								
	1 444	2	7 584	9	8 349	14	11 031	20

1 A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Dans ce tableau, les dépenses au titre des articles non alimentaires figurent sous la rubrique "Fonds fiduciaires".

2 Chiffres provisoires.

3 Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres fonds fiduciaires.

4 Les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

Note: Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE DE PROGRAMME 1996-99 (en milliers de dollars)

	1996					1997					1998 ²					1999 ²					
	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ⁴	Total	
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																					
Angola	0	60 031	6 603	162	66 797	0	53 869	6 133	-307	59 694	832	27 984	9 366	348	38 532	1 530	87 770	4 064	883	94 248	
Bénin	2 803	691	0	94	3 588	4 279	17	0	76	4 373	4 555	0	0	254	4 809	820	-38	0	76	858	
Botswana	2 968	-6	0	-1	2 961	44	0	0	-45	-1	2	0	0	0	2	3	0	0	0	3	
Burkina Faso	5 008	1 487	0	228	6 724	4 444	1 109	0	48	5 602	7 339	26	0	766	8 132	5 057	-26	0	48	5 079	
Burundi ³	526	-330	0	91	286	-38	60	0	-242	-219	210	168	0	-307	70	2 532	106	0	280	2 918	
Cameroun	1 578	0	0	0	1 578	805	0	0	0	804	67	2 684	0	14	2 766	4 007	1 493	0	0	5 499	
Cap-Vert	6 937	0	0	-1	6 935	2 951	0	0	-5	2 946	1 934	0	0	40	1 974	96	0	0	0	97	
République centrafricaine	-7	-31	0	114	74	1 168	-73	0	19	1 114	766	0	0	39	805	1 153	-3	0	28	1 178	
Tchad	13 747	0	0	65	13 812	3 152	3 071	0	-2	6 221	2 490	1 985	0	85	4 561	2 721	-430	0	0	2 291	
Comores	-309	0	0	0	-309	-129	0	0	0	-129	0	0	0	0	0	0	149	0	0	149	
Congo ³	16	-2	0	0	14	-46	-24	0	0	-70	0	0	0	0	0	0	5 007	0	0	5 007	
Congo, Rép dém du ³	0	-593	0	4 132	3 538	273	-4 447	0	358	-3 815	337	197	0	62	597	1 478	11 912	0	927	14 318	
Côte d'Ivoire ³	5 951	-1	0	23	5 974	3 120	0	0	-23	3 097	831	0	0	1 009	1 840	877	0	0	1 687	2 564	
Djibouti	224	817	0	-2	1 038	14	2 247	0	9	2 271	225	1 150	0	8	1 383	-14	2 256	0	0	2 242	
Guinée équatoriale	45	0	0	0	45	-240	0	0	-32	-272	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2	
Erythrée	5	-2 517	0	-17	-2 528	-85	-1 587	0	-687	-2 360	0	71	0	253	324	0	2 374	0	69	2 444	
Ethiopie	8 126	36 221	0	1 349	45 697	25 111	59 501	0	-1 122	83 490	16 553	54 351	0	1 043	71 948	28 796	56 970	0	3 143	88 909	
Gambie	904	0	0	0	904	2 020	0	0	47	2 067	2 617	0	0	0	2 617	1 249	0	0	0	1 249	
Ghana ³	106	-515	0	13	-394	1 834	-767	0	-12	1 054	1 474	0	0	142	1 617	1 123	132	0	88	1 343	
Guinée ³	841	-14	0	0	826	-163	0	0	0	-163	1 301	691	0	0	1 992	508	4 943	0	0	5 452	
Guinée-Bissau	4 463	-6	0	0	4 456	1 970	0	0	-3	1 967	-46	3 589	0	0	3 543	-408	6 977	0	0	6 569	
Kenya	2 285	15 368	0	-78	17 575	4 260	27 155	0	-453	30 962	3 909	31 515	1 875	572	37 872	3 286	12 066	0	20 481	35 833	
Lesotho	4 485	1 805	0	499	6 790	3 411	20	0	-8	3 423	2 881	2	0	9	2 893	1 476	-1	0	286	1 761	
Libéria ³	0	68 937	430	-406	68 962	0	19 698	289	-257	19 730	1 009	40 369	2 030	284	43 694	8	43 855	1 793	14	45 672	
Madagascar	1 530	-16	0	121	1 635	2 504	295	0	9	2 809	2 769	134	0	26	2 930	1 138	67	0	116	1 322	
Malawi	3 436	4 367	0	86	7 890	2 372	-767	0	-651	953	1 996	1 591	0	209	3 797	2 164	8 902	0	38	11 105	
Mali	4 000	0	0	17	4 017	2 956	4 435	0	0	7 392	1 823	3 027	0	169	5 020	1 562	674	0	-67	2 169	
Mauritanie	1 583	3 523	0	20	5 127	4 371	5 760	0	-13	10 118	2 620	97	0	74	2 792	1 819	-700	0	1 765	2 884	
Maurice	91	0	0	0	91	12	0	0	0	12	2	0	0	0	2	63	0	0	0	63	
Mozambique	-99	12 930	0	156	12 987	1 138	4 884	0	-971	5 050	4 961	4 602	0	1 808	11 372	3 282	1 664	0	-1 326	3 621	

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE DE PROGRAMME 1996-99 (en milliers de dollars)

	1996					1997					1998 ²					1999 ²					
	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	
Namibie	866	-136	0	0	730	0	-4	0	0	-3	0	0	0	0	0	0	502	0	0	0	502
Niger	6 632	0	0	39	6 672	8 166	0	0	57	8 224	6 092	0	0	270	6 363	1 912	0	0	-5	1 906	
Nigéria	0	0	0	6	6	0	0	0	-1	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rwanda ³	1 164	184 776	5 936	4 508	196 385	6 049	141 210	-1 963	-408	144 889	-171	108 128	3 897	-7	111 847	985	89 406	300	-324	90 368	
Sao Tomé-et-Principe	263	0	0	0	263	225	0	0	0	225	528	0	0	0	528	189	0	0	0	189	
Sénégal	1 627	-68	0	270	1 829	2 628	-366	0	141	2 403	3 056	0	0	342	3 399	3 920	8 418	0	107	12 446	
Sierra Leone	496	13 323	226	-142	13 903	-310	11 529	-133	0	11 085	0	23 742	38	50	23 830	39	1 351	2 085	98	3 574	
Somalie	0	4 277	120	601	4 999	0	8 070	825	89	8 985	0	22 535	589	812	23 937	0	15 148	174	-178	15 144	
Soudan	3 666	15 015	126	-2 853	15 955	5 637	25 992	0	726	32 357	3 972	160 526	1 302	463	166 264	2 541	127 846	3 179	-74	133 492	
Swaziland	0	1 898	0	0	1 898	0	108	0	0	108	0	-17	0	0	-17	0	14	0	0	14	
Tanzanie ³	-12	-340	0	5 603	5 250	-35	12 572	0	-571	11 964	942	13 529	0	-619	13 852	506	6 141	50	-10	6 687	
Togo	57	240	0	0	298	0	-18	0	0	-17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Ouganda ³	1 833	12 168	0	141	14 143	2 357	29 053	0	-66	31 344	216	30 123	0	29	30 369	1 756	13 093	0	44	14 894	
Zambie	2 299	1 319	0	282	3 901	674	1 351	0	-70	1 955	2 930	5 585	0	-16	8 498	5 468	1 446	0	20	6 935	
Zimbabwe	0	-52	0	0	-52	0	0	0	0	0	0	154	0	0	154	0	0	0	0	0	
Non spécifié	0	0	34	0	34	0	0	43	0	43	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL POUR LA RÉGION	90 147	434 568	13 477	15 128	553 321	96 912	403 958	5 196	-4 375	501 691	81 035	538 551	19 100	8 237	646 925	83 658	509 491	11 647	28 223	633 020	
ASIE																					
Afghanistan	0	41 672	0	367	42 040	0	50 983	0	-428	50 555	0	18 404	0	-303	18 100	0	41 917	0	-9	41 908	
Bangladesh	25 401	2 668	0	59	28 129	56 840	3 426	0	182	60 449	36 782	30 946	0	1 019	68 748	29 766	32 200	0	-914	61 052	
Bhoutan	1 675	0	0	432	2 108	1 892	0	0	41	1 933	1 320	0	0	228	1 549	1 335	0	0	-15	1 320	
Cambodge	0	8 594	0	4 885	13 479	0	15 283	0	-1 070	14 212	0	11 857	0	214	12 072	0	13 623	0	116	13 740	
Chine	22 416	0	0	0	22 416	38 152	0	0	0	38 152	15 323	9 204	0	0	24 528	14 053	42 454	0	2 745	59 253	
Timor oriental	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 298	4 945	0	9 243	
Inde	28 352	0	0	825	29 177	23 642	0	0	176	23 818	23 760	0	0	132	23 892	27 049	168	0	165	27 383	
Indonésie	-58	-2	0	0	-60	-1	0	0	0	-1	0	81 553	0	0	81 553	15	13 395	0	0	13 411	
Corée, RPD de	0	22 183	0	215	22 398	0	99 300	0	5 360	104 661	0	125 806	0	611	126 418	0	214 073	0	-17	214 056	
Laos, Rép. Dém. Pop.	0	4 042	0	447	4 490	0	11 155	0	832	11 988	0	2 083	0	0	2 083	0	-228	0	-74	-302	

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE DE PROGRAMME 1996-99 (en milliers de dollars)

	1996					1997					1998 ²					1999 ²						
	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total		
Malaisie	0	0	0	15	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Mongolie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Myanmar	0	0	0	1 335	1 335	0	0	0	1 564	1 564	0	33	0	1 282	1 316	0	17	0	1 397	1 414	0	
Népal	5 309	7 116	0	51	12 476	4 526	5 767	0	-1	10 292	4 591	6 605	0	154	11 352	7 252	3 921	0	181	11 356	0	
Pakistan	3 200	2 367	0	124	5 692	9 511	5 169	1 242	456	16 379	8 013	1 363	981	195	10 553	10 051	2 249	379	-69	12 610	0	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	82	82	82	0	0	-8	0	-8	0	
Philippines	-20	7	0	-13	-13	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Sri Lanka	2 135	336	0	76	2 544	1 261	2 626	0	0	3 887	969	2 403	0	128	3 501	2 648	2 046	0	17	4 712	0	
Thaïlande	0	0	0	-15	-15	0	908	0	0	907	0	3 812	0	0	3 812	0	-124	0	0	-124	0	
Viet Nam	11 860	254	0	521	12 637	13 846	0	0	94	13 940	11 244	168	0	-1	11 411	8 629	180	0	-8	8 801	0	
TOTAL POUR LA RÉGION	100 273	89 241	0	9 340	198 854	149 670	194 622	1 242	7 207	352 741	102 006	294 244	1 063	3 663	400 976	100 803	370 195	5 317	3 514	479 830	0	
EUROPE ORIENTALE ET CEI																						
Albanie	0	0	0	0	0	0	3 533	0	0	3 533	0	396	0	0	396	0	-85	0	0	-85	0	
Arménie	0	3 042	0	315	3 358	0	2 890	0	-1	2 888	0	6 084	0	-14	6 070	0	4 776	0	20	4 796	0	
Azerbaïdjan	0	4 253	0	9	4 263	0	3 472	0	0	3 472	0	3 441	0	0	3 441	0	8 119	0	0	8 119	0	
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	6	6	0	0	0	-4	-4	0	0	0	-1	-1	0	0	0	0	0	0	
Bulgarie	0	0	0	15	15	0	0	0	-15	-15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Géorgie	0	2 967	0	17	2 984	0	4 783	0	-9	4 773	0	2 988	0	0	2 988	0	6 363	0	0	6 363	0	
Kirghizistan	0	-52	0	0	-52	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Moldova	0	0	0	-81	-81	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Fédération de Russie	0	2 794	0	0	2 794	0	1 188	0	0	1 188	0	-10	0	0	-10	0	238	0	0	238	0	
Tadjikistan	0	9 549	0	0	9 549	0	12 903	0	0	12 903	0	8 211	0	0	8 211	0	9 651	0	0	9 652	0	
Ex-Yougoslavie	0	134 578	230	2 334	137 144	0	46 668	749	-298	47 120	0	34 987	57	414	35 459	0	106 991	4 076	-1 007	110 061	0	
Non spécifié	0	675	4 748	0	5 424	0	-654	2 295	0	1 641	0	0	583	0	583	0	0	-65	0	-65	0	
TOTAL POUR LA RÉGION	0	157 810	4 979	2 616	165 406	0	74 786	3 045	-328	77 503	0	56 099	640	399	57 139	0	136 054	4 011	-986	139 079	0	
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																						
Antigua-et-Barbuda	451	0	0	0	451	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bolivie	3 968	0	0	51	4 020	10 765	0	0	177	10 942	4 437	0	0	149	4 586	5 008	0	0	1 310	6 319	0	
Bésil	133	0	0	0	133	-11	0	0	0	-11	9	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE DE PROGRAMME 1996-99 (en milliers de dollars)

	1996					1997					1998 ²					1999 ²				
	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total
Colombie	1 853	0	0	4	1 857	64	0	0	4	69	1 594	0	0	0	1 594	1 794	941	0	0	2 736
Costa Rica	833	0	0	44	878	1	0	0	2	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cuba	9 431	0	0	692	10 123	4 413	2 925	0	-1	7 337	2 236	1 391	0	51	3 678	4 262	756	0	246	5 265
Dominique	219	0	0	0	219	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République dominicaine	2 993	0	0	203	3 196	1 823	0	0	13	1 837	5 008	0	0	603	5 611	1 019	3 743	0	728	5 491
Equateur	2 980	0	0	4	2 984	1 813	0	0	-2	1 810	4 979	185	0	3	5 168	3 086	3	0	0	3 089
El Salvador ⁴	4 560	0	0	31	4 592	1 456	0	0	2	1 458	5 320	0	0	28	5 348	2 863	0	0	2 703	5 567
Grenade	457	0	0	0	457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guatemala ⁴	7 977	0	0	342	8 319	5 653	981	0	12	6 756	4 100	274	0	232	4 608	4 412	53	0	-23	4 442
Guyana	3 894	0	0	138	4 032	997	0	0	45	1 042	815	0	0	0	815	1 005	0	0	0	1 005
Haïti	2 563	1 383	0	459	4 405	2 815	1 666	0	194	4 676	3 223	478	0	1 524	5 226	3 370	-14	0	275	3 630
Honduras ⁴	2 514	0	0	32	2 547	3 877	0	0	91	3 969	5 296	0	0	105	5 401	2 570	217	0	2 226	5 013
Jamaïque	618	0	0	64	682	1 411	0	0	50	1 461	-12	0	0	1	-10	0	0	0	0	0
Mexique	289	-198	0	0	91	-14	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nicaragua ⁴	5 073	0	0	429	5 502	6 631	59	0	239	6 930	5 964	8 994	0	484	15 443	2 554	61 809	0	1 361	65 725
Panama	1 063	0	0	48	1 111	764	0	0	27	792	278	0	0	13	291	-5	0	0	0	-5
Paraguay	1 469	0	0	0	1 469	504	0	0	0	504	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pérou	1 990	0	0	47	2 038	3 136	0	0	23	3 159	6 005	0	0	73	6 078	6 066	0	0	3 356	9 422
Saint Kitts-et-Nevis	430	0	0	0	430	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49	0	0	49
Sainte Lucie	947	0	0	0	947	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint Vincent-et-Grenadines	462	0	0	0	462	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Venezuela	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3
TOTAL POUR LA RÉGION	57 178	1 184	0	2 594	60 957	46 105	5 647	0	989	52 742	49 259	11 323	0	3 270	63 853	38 009	67 559	0	12 182	117 752

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Algérie	0	6 115	0	323	6 439	0	897	0	79	976	0	4 516	0	464	4 981	0	2 161	0	572	2 733
Egypte	1 731	0	0	39	1 770	6 196	0	0	0	6 196	4 225	0	0	1 125	5 351	3 689	0	0	105	3 795
Gaza/Rive occidentale	1 438	500	0	134	2 073	1 713	211	0	-12	1 911	4 551	5	0	0	4 557	2 470	118	0	0	2 588
Iran	0	2 122	0	40	2 162	0	3 735	0	0	3 735	0	3 299	0	0	3 299	0	895	0	0	895
Iraq [*]	0	45 974	0	697	46 672	0	18 907	11 169	7 527	37 605	0	6 778	13 305	6 759	26 843	0	1 193	13 172	10 347	24 713

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE DE PROGRAMME 1996-99 (en milliers de dollars)

	1996			1997			1998 ²			1999 ²					
	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds fiduciaires ⁴	Total
Jordanie	5 487	0	0	23	5 510	4 824	-40	0	-14	4 769	1 990	0	0	0	1 990
Liban	1 175	0	0	0	1 175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maroc	689	0	0	0	689	4 314	0	0	0	4 314	407	0	0	0	407
République arabe syrienne	6 619	-19	0	11	6 611	10 519	0	0	0	10 519	5 756	0	0	0	5 756
Tunisie	5 350	0	0	0	5 350	2 792	0	0	5	2 798	-88	0	0	0	-88
Turquie	346	4	0	0	350	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Yémen	8 653	152	0	174	8 979	9 639	639	0	0	10 278	5 171	684	0	-1	5 853
TOTAL POUR LA RÉGION	31 488	54 848	0	1 441	87 780	39 999	24 349	11 169	7 585	83 103	22 012	15 282	13 305	8 347	58 949
ENSEMBLE DES RÉGIONS	279 091	737 655	18 457	31 124	1 066 328	332 691	703 366	20 653	11 077	1 067 787	254 315	915 504	34 111	23 919	1 227 849
AUTRE⁵					10 982					13 359					9 697
TOTAL GÉNÉRAL					1 077 309					1 081 146					1 237 546

1 A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Dans ce tableau, les dépenses au titre des articles non alimentaires figurent sous la rubrique "Fonds fiduciaires".

2 Chiffres provisoires.

3 Les dépenses imputées au Rwanda couvrent également les dépenses de l'opération d'urgence des Grands Lacs africains au Burundi, au Congo, dans la République démocratique du Congo, en Tanzanie et en Ouganda. De même, les dépenses imputées au Libéria couvrent aussi les dépenses de l'opération régionale Libéria pour les réfugiés en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Guinée.

4 Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres fonds fiduciaires.

5 Les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

6 Les dépenses imputées au Nicaragua couvrent également les dépenses de l'opération d'urgence régionale en El Salvador, au Guatemala et en Honduras.

Note: Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

(*) Les chiffres soulignés représentent des fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "pétrole contre vivres".

*Annexe 4 - Tableau 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT
ET LES OPÉRATIONS DE SECOURS PAR PAYS, CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 1996-99 (en milliers de dollars)*

	1996			1997			1998 ²			1999 ²		
	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant
ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES	1 035 203	100,0	0,26	1 056 710	100,0	25,00	1 203 930	100,0	0,30	1 369 968	100,0	0,35
Pays les moins avancés	617 353	59,6	1,32	633 822	60,0	1,27	719 872	59,8	1,17	707 333	51,6	1,16
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	770 472	74,4	0,25	807 729	76,4	0,26	1 078 741	89,6	0,31	1 187 563	86,7	0,35
PAR CATÉGORIE DE PAYS³												
Afrique subsaharienne	538 194	52,0	1,34	506 067	47,9	1,14	638 687	53,1	1,41	604 797	44,1	1,35
Asie	189 515	18,3										
Europe orientale et CEI ⁴	162 790	15,7	0,82	77 832	7,4	0,38	56 740	4,7	1,05	140 066	10,2	0,77
Amérique latine et Caraïbes	58 363	5,6	0,14	51 753	4,9	0,10	60 583	5,0	0,20	105 569	7,7	0,73
Moyen-Orient et Afrique du Nord	86 342	8,3	0,28	75 523	7,1	0,24	50 603	4,2	0,21	43 220	3,2	0,17

1 A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires (non programmables) et les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération sont exclues aussi.

2 Chiffres provisoires.

3 Classement réel pour chaque année.

4 Secours uniquement.

**Annexe 4 - Tableau 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT
PAR PAYS, CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 1996-99 (en milliers de dollars)**

	1996			1997			1998			1999 ²		
	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant
ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES	279 091	100,0	0,08	332 692	100,0	0,09	254 319	100,0	0,07	246 464	100,0	0,07
PAR CATÉGORIE DE PAYS³												
Pays les moins avancés	119 695	42,9	0,30	161 679	48,6	0,37	127 332	50,1	0,26	121 333	49,2	0,24
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	233 737	83,7	0,08	300 909	90,4	0,10	226 937	89,2	0,07	220 666	89,5	0,07
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS												
Afrique subsaharienne	90 148	32,3	0,28	96 912	29,1	0,27	81 035	31,9	0,19	83 658	33,9	0,19
Asie	100 273	35,9	0,04	149 670	45,0	0,06	102 007	40,1	0,04	100 803	40,9	0,04
Amérique latine et Caraïbes	57 178	20,5	0,14	46 106	13,9	0,09	49 259	19,4	0,16	38 010	15,4	0,26
Moyen-Orient et Afrique du Nord	31 491	11,3	0,16	40 003	12,0	0,20	22 014	8,7	0,17	23 993	9,7	0,17

1. A. L'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires (non programmables) et les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération sont exclues aussi.

2. Chiffres provisoires.

3. Classement réel pour chaque année.

*Annexe 5 - Tableau 1: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 1999, PAR DONATEUR
(en milliers de dollars)*

	Développement	RAIU	CII	IPSR	Opérations spéciales	Autres ¹	Total
Argentine (privé)		500					500
Australie	27 454	15 102		1 616	1 664		45 836
Autriche	2 555	471	13	671			3 710
Belgique	998	3 542	998	4 570		674	10 782
Canada ²	45 210	27 970	8 400	5 414		6 403	93 397
Canada (privé) ³			264				264
Chine	1 150						1 150
Colombie	15						15
Croatie		1 160					1 160
Cuba				300			300
République tchèque		590					590
Danemark	30 837	11 630	713	3 019		700	46 900
Communauté européenne	179	111 768		54 608	1 544		168 098
Egypte	200						200
Finlande	10 357	3 455	541	357		634	15 345
France	6 863	12 146		8 087		597	27 693
Allemagne	28 960	8 752		14 430	365	582	53 089
Ghana	5						5
Grèce		1					1
Hongrie	65	9					74
Islande	5						5
Irlande	1 249	2 140		1 308		323	5 021
Italie	2 735	6 930		6 036	4 758	357	20 817
Japon	13 500	51 882	700	35 992	3 156	1 208	106 438
Japon (privé/ONG)	62	387		106	186		741
Jordanie	42						42
Corée, République de				476		80	556
Luxembourg		130					130
Madagascar	270						270
Malaisie		100					100
Maroc	2	470					472
Népal				101			101
Pays-Bas	337	29 648	3 900	18 912	750	1 456	55 003
Nouvelle-Zélande	321	203					523
ONG (autre) ⁴		26					26
Norvège	18 790	9 125	1 901	7 868	3 090	1 118	41 892
OPEP	140						140
OXFAM		50				35	85
Panama	1						1
Pologne	200	454			30		684
Portugal	185	600		1 500			2 285
Dons privés (autre)	3	39		4			47
Arabie saoudite		5 192		750			5 942
Singapour		9					9
Slovaquie	15	503					518
Slovénie	141						141
Espagne	382	1 677		240	3	209	2 511
Suède	6 279	10 878	3 000	6 421	1 533	304	28 415
Suisse	1 342	11 031	1 713	7 805	1 346	1 079	24 316
Syrie		33					33
Thaïlande		37					37
The Hunger Site	402	100					502
Royaume-Uni	480	16 443		1 613	5 690	58	24 284
Royaume-Uni (ONG)		142	5				147
Nations Unies	10		3	109		75	197
Etats-Unis	66 394	442 748	2 000	199 270	7 492	953	718 856
Etats-Unis (privé)	78	55		38			172
PAM (Manifestations)		7		6			12
Contributions bilatérales ⁵	7 321	3 467			15 454	18 545	44 788
Total	275 535	791 603	24 153	381 627	47 060	35 390	1 555 369

1 Comprend les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres contributions spéciales.

2 La contribution annuelle comprend la réaffectation de 24 102 dollars des soldes bilatéraux précédents.

3 Les soldes bilatéraux non réglés transférés au CII.

4 Comprend les contributions du secteur privé/ONG estimées à 100 000 dollars.

5 Comprend les contributions destinées à l'Iraq au titre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Annexe 5 - Tableau 2: PRINCIPAUX DONATEURS' DU PAM PAR TYPE DE CONTRIBUTION, EN 1999 (en milliers de dollars)

Classement	Total		Développement		RAIU		CII		IPSR		Opérations spéciales	
	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur
1	Etats-Unis	718 856	Etats-Unis	66 394	Etats-Unis	442 748	Canada	8 400	Etats-Unis	199 270	Etats-Unis	7 492
2	Communauté européenne	168 098	Canada	45 210	Communauté européenne	111 768	Pays-Bas	3 900	Communauté européenne	54 608	Royaume-Uni	5 690
3	Japon	106 438	Danemark	30 837	Japon	51 882	Suède	3 000	Japon	35 992	Italie	4 758
4	Canada ²	93 397	Allemagne	28 960	Pays-Bas	29 648	Etats-Unis	2 000	Pays-Bas	18 912	Japon	3 156
5	Pays-Bas	55 003	Australie	27 454	Canada	27 970	Norvège	1 901	Allemagne	14 430	Norvège	3 090
6	Allemagne	53 089	Norvège	18 790	Royaume-Uni	16 443	Suisse	1 713	France	8 087	Australie	1 664
7	Danemark	46 900	Japon	13 500	Australie	15 102	Norvège	7 868	Norvège	7 868	Communauté européenne	1 544
8	Australie	45 836	Finlande	10 357	France	12 146	France	12 146	Suisse	7 805	Suède	1 533
9	Norvège	41 892	France	6 863	Danemark	11 630	Danemark	11 630	Suède	6 421	Suisse	1 346
10	Suède	28 415	Suède	6 279	Suisse	11 031	Suisse	11 031	Italie	6 036		
11	France	27 693	Italie	2 735	Suède	10 878	Canada	5 414	Canada	5 414		
12	Suisse	24 316	Autriche	2 555	Norvège	9 125	Norvège	9 125	Belgique	4 570		
13	Royaume-Uni	24 284	Suisse	1 342	Allemagne	8 752	Allemagne	8 752	Danemark	3 019		
14	Italie	20 817	Irlande	1 249	Italie	6 930	Italie	6 930	Australie	1 616		
15	Finlande	15 345	Chine	1 150	Arabie saoudite	5 192	Arabie saoudite	5 192	Royaume-Uni	1 613		
16	Belgique	10 782			Belgique	3 542	Belgique	3 542	Portugal	1 500		
17	Arabie saoudite	5 942	Finlande	3 455	Finlande	3 455	Finlande	3 455	Irlande	1 308		
18	Irlande	5 021	Irlande	2 140	Irlande	2 140	Irlande	2 140				
19	Autriche	3 710	Espagne	2 511	Espagne	1 677	Espagne	1 677				
20	Espagne	2 511	Portugal	2 285	Portugal	2 285	Portugal	2 285				
21	Portugal	2 285	Croatie	1 160	Croatie	1 160	Croatie	1 160				
22	Croatie	1 160										
23	Chine	1 150										

¹ Donateurs ayant apporté au total une contribution de plus de un million de dollars.

² La contribution annuelle comprend la réaffectation de 24 102 dollars des soldes bilatéraux précédents.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM - 1999

Pays membres

Allemagne	Finlande
Angola	Haïti
Arabie saoudite	Indonésie
Australie	Iran, République islamique d'
Bangladesh	Japon
Belgique	Jordanie
Brésil	Lesotho
Burundi	Maroc
Canada	Mexique
Chine	Pakistan
Congo, République du	Pays-Bas
Cuba	Royaume Uni
Danemark	Sénégal
El Salvador	Sierra Leone
Espagne	Slovaquie
Etats-Unis d'Amérique	Soudan
Ethiopie	Suède
Fédération russe	Yémen

Membres du Bureau du Conseil d'administration

Mme Laurie Tracy, Etats Unis d'Amérique, Président

S. E. M. M. Saeed Nouri-Naeni, République islamique d'Iran, Vice-président

M. Kiala Kia Mateva, Angola

Mme M. Gurgel Valente da Costa, Brésil

M. Lubomir Micek, Slovaquie

Pour plus de détails, visitez notre site Web:
www.wfp.org

ou adressez-vous à:

PAM Service des relations publiques
Via Cesare Giulio Viola, 68/70 - 00148 Rome, Italie
Tel.: +39-066513-2612 • Fax: +39-066513-2840
Adresse électronique: wfpinfo@wfp.org

